



FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(24 avril - 5 mai 1972)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : CINQUANTE-TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 9

NATIONS UNIES

New York, 1972

NOTE

Symbols of United Nations documents are composed of capital letters combined with figures. Mention of such a symbol indicates a reference to a United Nations document.

<p>E/5128 E/ICEF/624</p>
--

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Sûrtes		v
<u>Chapitres</u>		
I. ORGANISATION DE LA SESSION	1 - 3	1
II. ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS DE LA SESSION	4 - 5	2
III. TENDANCES DU PROGRAMME ET POLITIQUE D'ASSISTANCE ..	6 - 110	4
Déclarations du Secrétaire général et du Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement	6 - 9	4
Relations existant entre l'aide du FISE et la programmation par pays du PNUD	10 - 13	5
Etude de perspective	14 - 24	6
Assistance aux pays les moins avancés	25 - 28	9
Nutrition des enfants	29 - 40	10
Services de santé de base	41 - 43	14
Planification de la famille	44 - 51	15
Rapport du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires (CMDS)	52 - 59	18
Lutte contre le trachome	53 - 54	19
Prévention de la cécité due à l'hypovitaminose A chez les jeunes enfants	55 - 57	19
Onchocercose	58	21
Prochaine session du Comité mixte des directives sanitaires	59	21
Politique de l'aide à l'enseignement	60 - 85	22
Autres questions relatives aux programmes	86 - 105	31
Formation	86 - 87	31
Les enfants dans les taudis urbains et les bidonvilles	88 - 90	31
Les jeunes enfants	91 - 92	32
Les volontaires	93 - 94	33
Les enfants handicapés	95 - 96	34
Coopération avec les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux	97 - 102	34
Etendue de l'aide	103 - 105	36
Secours d'urgence et reconstruction	106 - 110	38

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
IV. SITUATION FINANCIERE	111 - 120	41
Recettes de 1971	111 - 114	41
Dépenses de 1971	115	42
Plan financier pour 1972-1975	116	42
Objectif de 100 millions de dollars et appui accordé par les gouvernements et le public	117 - 120	44
V. RAPPORT DU COMITE DU BUDGET D'ADMINISTRATION	121 - 136	46
VI. CONDUITE DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .	137 - 148	51
VII. AUTRES QUESTIONS	149 - 151	54
Sujets devant être examinés au cours des sessions à venir	149	54
Examen des travaux du FISE par l'Assemblée générale	150 - 151	54

ANNEXES

I. Assistance approuvée en 1972 à la fin de la session du Conseil d'administration, par pays	55
II. Contributions de gouvernements pour 1970 et 1971	62
III. Contributions au FISE de sources non gouvernementales, y compris les recettes provenant des ventes de l'Opération cartes de vœux en 1970 et 1971	67

SIGLES

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CMDS	Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
UNIPAC	Centre d'emballage et d'emmagasinement du FISE à Copenhague

I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. Le Conseil d'administration a tenu ses 426ème à 438ème séances au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 24 avril au 5 mai 1972. Le Conseil s'est d'abord réuni du 24 au 26 avril puis a suspendu ses séances pour permettre au Comité du programme siégeant en tant que Comité plénier, de tenir sa session, et il a repris ses réunions le 3 mai. Le Comité du budget d'administration s'est réuni les 20 et 21 avril. Le Président du Conseil d'administration était M. Nils Thedin (Suède), celui du Comité du programme M. Hans Konzett (Suisse) et celui du Comité du budget d'administration M. Bogoslav Juricic (Chili). L'ordre du jour du Conseil, tel qu'il a été adopté, figure dans le document E/ICEF/615.

2. Les Etats membres du Conseil d'administration représentés à la session étaient les suivants : Algérie, Bulgarie, Canada, Chili, Costa Rica, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Inde, Indonésie, Italie, Malawi, Nigéria, Norvège, Pakistan, Philippines, Pologne, République fédérale d'Allemagne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay et Venezuela. La liste des représentants et des observateurs qui ont assisté à la session est publiée sous la cote E/ICEF/CRP/72-39/Rev.1.

3. La liste des documents publiés à l'occasion de la session fait l'objet du document E/ICEF/INF/34/Rev.1.

II. ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS DE LA SESSION

4. Le montant total des engagements approuvés par le Conseil s'élève à 62,9 millions de dollars 1/ dont 56,7 millions de dollars pour l'assistance et 6,2 millions de dollars pour les services d'administration. Le Conseil a également "pris en note" des projets éventuels, représentant au total 5,2 millions de dollars, qui mériteraient l'appui du FISE au cas où des contributions spéciales permettraient de les financer 2/. Le tableau 1 indique les engagements par région et par principaux secteurs d'assistance 3/. Une liste des engagements approuvés par pays et par projet figure à l'annexe I, ainsi que des renseignements sur le niveau annuel probable des futures demandes de crédit et de matériel 4/.

5. Compte tenu des décisions prises par le Conseil d'administration, à la fin de la session l'assistance du FISE se répartissait entre 111 pays et territoires, dont 38 dans l'Afrique au sud du Sahara, 32 en Amérique, 26 en Asie (à l'exclusion des pays de la région de la Méditerranée orientale); 14 dans la région de la Méditerranée orientale et 1 en Europe. Ces pays et territoires totalisaient une population de 780 millions d'enfants de moins de 15 ans.

1/ Voir tableau 1, note a.

2/ Pour plus de détails sur les projets "pris en note", se reporter aux paragraphes 101 et 102.

3/ Au cours des débats du Conseil, on a insisté sur le fait que le classement par domaine d'assistance était dans une certaine mesure arbitraire. C'est ainsi que la nutrition infantile touche à d'autres secteurs que la nutrition et par conséquent la somme figurant dans la rubrique aide à la nutrition est inférieure à la réalité (voir également par. 39, 41 et 104).

4/ Le document E/ICEF/P/L.1560 et Corr.1 donne un aperçu des recommandations concernant le programme. Les principaux points soulevés au cours de l'examen de ces recommandations par le Comité du programme sont exposés dans une déclaration du Président du Comité du programme à la fin de la session de ce comité (E/ICEF/P/L.1566) et dans le rapport du Comité du programme (E/ICEF/P/L.1569).

Tableau 1

Etat récapitulatif des engagements approuvés en 1972 par le Conseil d'administration, à la fin de la session, par région et par catégorie de programme a/

(y compris les projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale, sous réserve de l'approbation des engagements par le Conseil d'administration)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Afrique	Asie orientale et Pakistan	Asie centrale et méridionale	Méditerranée orientale	Europe	Amériques	Programmes inter- régionaux	Total	Pourcentage
Services de santé	5 301	4 301	1 250	2 297	70	6 155	459	19 833	42,9
Nutrition	2 211	1 207	1 218	106	-	200	-	4 942	10,7
Protection de la famille et de l'enfance	735	994	267	478	-	522	20	3 016	6,5
Enseignement	2 346	2 007	-	4 415	-	1 189	-	9 957	21,6
Planification par pays et préparation des projets	-	-	529	84	-	-	1 117	1 730	3,7
Autres programmes d'aide à long terme ^{d/}	-	287	935	40	-	1 465	-	2 727	5,9
Montant total de l'aide à long terme	10 593	8 796	4 199	7 420	70	9 531	1 596	42 205	91,3
Secours d'urgence	-	3 000	-	-	-	-	1 000	4 000	8,7
Montant total de l'aide aux programmes	10 593	11 796	4 199	7 420	70	9 531	2 596	46 205	100,0
Services d'appui aux programmes								10 494 ^{b/}	
Montant total de l'assistance								56 699	
Dépenses d'administration								6 200 ^{c/}	
TOTAL GENERAL								62 899	

a/ Ces engagements comprennent, outre ceux qui ont été approuvés à la session du Conseil d'administration, les engagements approuvés avant la session et les contributions spéciales annoncées pour les projets "pris en note" pendant la session. De nouvelles contributions, qui permettraient de prendre de nouveaux engagements, sont escomptées dans le courant de 1972. Pour plus de détails, voir l'annexe I.

b/ Dont 10 072 600 dollars pour 1973 et 421 300 dollars au titre du budget additionnel pour 1972.

c/ Dont 6 032 300 dollars pour 1973 et 167 500 dollars au titre du budget additionnel pour 1972.

d/ Y compris les services intégrés (2 440 000 dollars) et une allocation globale pour les Iles du Pacifique (287 000 dollars).

III. TENDANCES DU PROGRAMME ET POLITIQUE D'ASSISTANCE

Déclarations du Secrétaire général et du Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement

6. Dans une déclaration qu'il a faite au Conseil à sa séance inaugurale, le Secrétaire général a constaté qu'au cours de l'année écoulée, le FISE avait fait preuve d'une aptitude remarquable à agir rapidement dans les situations d'urgence; en 1971, il avait satisfait des demandes de secours d'urgence dans une vingtaine de pays. Le FISE était particulièrement bien équipé pour ce genre d'action parce qu'il avait la possibilité d'acheter, de stocker et de livrer du matériel dans le monde entier et que son personnel local possédait les compétences nécessaires pour aider les gouvernements non seulement au cours de la phase des secours d'urgence mais également pour remettre sur pied les services essentiels. Bien entendu, le FISE n'était pas le seul organisme des Nations Unies qui s'occupe de ces questions mais il avait un rôle essentiel à jouer du fait que les enfants et les mères sont généralement les principales victimes de toute catastrophe.

7. En ce qui concerne les programmes d'assistance à long terme du FISE pour aider les gouvernements à assurer à leurs enfants le minimum de soins de base, une nutrition adéquate au stade décisif de leur croissance et les bases d'une éducation permanente, le Secrétaire général a estimé que ces programmes étaient extrêmement judicieux. La société ne peut demander à un jeune adulte souffrant de malnutrition et dépourvu d'instruction de devenir un membre actif et éclairé de la communauté.

8. Le Secrétaire général a rendu hommage à l'action du Directeur général et de son personnel et a su gré au Conseil d'administration de la sagesse de sa politique qui constitue l'un des facteurs du succès des opérations du FISE. Les programmes à long terme du FISE devaient être replacés dans le contexte plus vaste des besoins actuels et futurs de la société. Etant donné le rôle central et décisif que jouait le FISE dans la mise en valeur des ressources humaines, aucun effort ne devait être épargné pour lui permettre d'atteindre l'objectif de 100 millions de dollars de recettes d'ici à 1975, puis de dépasser ce chiffre 5/.

9. Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a souligné dans sa déclaration au Conseil d'administration que le FISE avait joué un rôle de pionnier en donnant une réalité à l'idée de créer un cadre de "programmes par pays" pour l'assistance au développement et avait grandement contribué au renforcement du système des Nations Unies pour le développement. L'accroissement constant des ressources du FISE et la demande accrue dont ses services font l'objet prouvaient qu'il avait su mériter la confiance et le respect des gouvernements. Il apparaissait clairement que les pays à faible revenu pourraient utilement absorber un volume accru d'assistance du FISE et que celui-ci pourrait la leur fournir efficacement. Ce fait prendrait de plus en plus d'importance

5/ Le texte intégral de la déclaration du Secrétaire général a été publié par la suite sous la cote E/ICEF/619. La question de l'objectif de 100 millions de dollars de recettes est examinée plus avant aux paragraphes 117 à 120.

à mesure du déroulement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La programmation par pays fournissait un mécanisme pratique de coopération au sein des Nations Unies, au service d'une conception intégrée et unifiée des problèmes du développement. Le Programme des Nations Unies pour le développement effectuait avec le FISE un réexamen des arrangements existants tant au Siège que sur le terrain. Le but de cet exercice était de définir clairement le rôle et les attributions du FISE dans la programmation par pays et cela tout en préservant les caractéristiques et la physionomie uniques du FISE. Le PNUD renforçait ses bureaux extérieurs, améliorait les compétences de ses représentants résidents et mettait au point des méthodes lui permettant de mieux utiliser les connaissances et l'expérience de tous les organismes des Nations Unies au niveau local. La vaste expérience du FISE sur le terrain ainsi que sa bonne structure administrative représentaient des atouts essentiels au succès de cette entreprise 6/.

Relations existant entre l'aide du FISE et la programmation
par pays du PNUD

10. Il est apparu de la déclaration du Directeur du PNUD (par. 9) et de la discussion générale à laquelle le Conseil d'administration a procédé que la programmation par pays de l'assistance des Nations Unies sous la direction du PNUD commençait à fournir un cadre plus large dans lequel peuvent s'inscrire les efforts du FISE. Elle offrait également au FISE l'occasion de mettre ses moyens d'action au service des besoins des enfants dans le cadre de l'effort de développement du pays dont ils font partie intégrante et d'obtenir du système des Nations Unies pour le développement un appui plus considérable pour soutenir son action. Le FISE avait participé dans une mesure variable à la mise au point des programmes établis par le PNUD pour 19 pays en 1971 7/. Cependant, l'expérience avait montré que l'association du FISE aux activités de programmation par pays n'était pas toujours facile à réaliser. Une des difficultés provenait du fait que le FISE n'a pas de représentant dans tous les pays; d'autre part, lors de l'établissement de certains programmes par pays, on n'avait pas accordé une attention suffisante aux aspects sociaux du développement pour lesquels le FISE aurait été en mesure d'apporter une aide, et ceci essentiellement en raison des problèmes imputables aux délais à respecter.

11. Les membres du Conseil d'administration ont partagé l'avis du Directeur général quant à la nécessité d'assurer à l'avenir la collaboration du FISE avec les gouvernements et le PNUD aux activités de programmation par pays afin d'harmoniser l'apport des deux organisations et de faire en sorte que l'aide aille aux secteurs

6/ Le texte intégral de la déclaration du Directeur a été publié par la suite sous la cote E/ICEF/621. La relation existant entre l'assistance du FISE et la programmation par pays est examinée plus avant aux paragraphes 10 à 13.

7/ Dans certains cas, des consultations approfondies ont eu lieu au niveau local avec le FISE, dont la contribution a été considérable. Dans presque tous les cas, le FISE a contribué dans une certaine mesure à la préparation des documents de base nécessaires à l'établissement des programmes par pays. Un certain nombre de monographies sur la situation des enfants ont été effectuées avec l'aide du FISE (certaines concernant l'Egypte, l'Afrique de l'Ouest et du Centre et l'Amérique centrale) et on espère qu'elles seront utiles au PNUD et aux pays intéressés pour l'établissement des programmes par pays.

où les besoins étaient urgents et qui correspondaient à des domaines de compétence communs ou distincts. On a fait observer qu'au fil des années, la souplesse qui avait permis au FISE de s'adapter à l'évolution des besoins et des situations avait été un atout précieux. Le personnel local du FISE s'efforçait de plus en plus de fournir une aide aux ministères techniques et au ministère de la planification pour l'élaboration systématique de politiques nationales et le choix des priorités en ce qui concerne les enfants et les adolescents dans le cadre des plans nationaux de développement, et pour la préparation de projets concrets dans ce contexte. Il y avait lieu de mettre sur pied des procédures interinstitutions adaptées aux programmes de planification des différents pays. L'apport du FISE se traduirait dans les documents relatifs aux programmes par pays au fur et à mesure qu'il améliorerait progressivement sa participation à ces exercices.

12. Presque tous les projets approuvés par le Conseil d'administration à la présente session étaient étroitement liés aux plans nationaux de développement. L'accent était mis sur le renforcement de l'appui mutuel que se prêtent les différents ministères pour l'action en faveur de l'enfance. On a insisté tout particulièrement sur l'appui aux activités qui contribuent à améliorer la qualité et l'extension de ces services, moyennant un coût que les pays en voie de développement peuvent supporter.

13. Les membres du Conseil d'administration se sont félicités que le FISE, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, s'efforce davantage d'aider les pays à rassembler, à mettre au point et à utiliser les statistiques concernant les enfants et les jeunes, et contribue ainsi à améliorer les opérations de planification, de programmation et d'évaluation.

Etude de perspective

14. Le Conseil d'administration a examiné un projet d'étude de perspective établi par le secrétariat du FISE et intitulé "Les enfants et les adolescents : buts et priorités pour la deuxième Décennie du développement" ^{8/} dans le cadre de la discussion générale sur le rapport d'activité du Directeur général. Les récentes évaluations de l'expérience en matière de développement ainsi que l'examen des progrès accomplis dans les principaux domaines qui touchent au bien-être et au développement des enfants et des adolescents tels que la santé, la nutrition, l'éducation et la protection sociale avaient abouti à un certain nombre de conclusions examinées dans cette étude.

15. On y insiste sur la nécessité capitale d'établir des priorités fermes à long terme dans les domaines qui revêtent le plus d'importance pour les enfants et les adolescents. Les enfants et les adolescents peuvent être considérés, à tous égards, comme un secteur potentiel d'action unifiée au sein de chaque communauté nationale, aussi bien qu'au niveau international. Dans les secteurs mentionnés ci-dessus, il existe toujours une relation directe et étroite entre les objectifs, les priorités et les méthodes d'organisation ainsi que le degré d'adaptation aux intérêts de la génération montante.

^{8/} Distribué en tant que document de séance E/ICEF/CRP/72-8, dont il existe un résumé publié sous la cote E/ICEF/CRP/72-8/Add.1.

16. En outre, en raison de la nature des besoins à satisfaire, les opérations de planification et d'exécution doivent être menées de plus en plus suivant des principes intersectoriels. Dans chaque pays, les conditions du développement varient fortement suivant les différentes régions et les différents secteurs de la population. Une vue globale s'impose particulièrement pour la mise sur pied de services en faveur de l'enfance dans les campagnes les plus arriérées, les zones rurales connaissant une croissance et une évolution particulièrement rapides, les taudis et les bidonvilles ainsi que les quartiers les plus pauvres des zones urbaines.

17. Pour un grand nombre de problèmes précis, il n'existe pas encore de solutions appropriées et il a fallu élaborer, sur le terrain, des programmes et des projets nouveaux faisant appel à des idées originales et novatrices. En outre, dans les pays moins avancés dans leur ensemble, et dans certains d'entre eux particulièrement, les progrès sont fortement gênés par le manque de ressources. Ce manque de ressources constituant un handicap fondamental, il est essentiel que la communauté mondiale apporte un appui plus large et plus précis.

18. Les membres du Conseil ont accueilli avec satisfaction l'étude de perspective et se sont félicités du fait que l'on y mettait l'accent sur la programmation intersectorielle et sur une conception unifiée du développement économique et social. C'est seulement ainsi que les pays pourront mettre au point des priorités et des stratégies à long terme appropriées en vue d'une action en faveur des enfants et des adolescents. Il faut également tenir compte des besoins fondamentaux des enfants et déployer des efforts suffisamment suivis pour obtenir des effets durables. Le FISE doit se préoccuper de plus en plus d'aspects extrêmement importants du développement touchant les enfants. A mesure que les objectifs principaux de développement seront atteints, on pourra obtenir des résultats plus durables en ce qui concerne la réalisation des objectifs humanitaires. Les objectifs à long terme revêtent une importance spéciale dans le cadre de la programmation par pays.

19. Tant les pays moins développés que les pays donateurs auraient intérêt à avoir une vue d'ensemble plus nette des besoins de la jeune génération. A cet égard, on a signalé que les conférences régionales et nationales et les études par pays effectuées avec l'assistance du FISE s'étaient révélées fort utiles pour appeler l'attention des gouvernements sur le rôle des enfants et des jeunes dans le développement national et pour stimuler l'action. A mesure que la communauté internationale s'engage plus avant dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le FISE, tout en maintenant ses priorités principales - services de santé, nutrition, enseignement et protection sociale - doit également être constamment conscient de problèmes d'emploi, de répartition du revenu, de logement et de développement rural, et de la façon dont ces problèmes affectent ses objectifs essentiels.

20. Les membres du Conseil ont généralement souscrit à l'opinion du Directeur général selon laquelle il faudrait accorder davantage d'attention aux services de base à l'intention des enfants et des adolescents des groupes socio-économiques désavantagés et des régions particulièrement arriérées. Les membres du Conseil ont reconnu qu'étant donné les ressources limitées du FISE, il s'agissait même là d'un champ d'action trop vaste. Il était important que les ressources limitées disponibles soient distribuées en fonction des priorités essentielles. Par

conséquent, le FISE devait accorder une attention particulière à l'essai de nouveaux schémas améliorés de prestation de services. On pourrait ainsi ultérieurement, lorsqu'on aurait acquis davantage d'expérience, étendre ces services à des régions et des groupes actuellement insuffisamment desservis, et attirer des ressources et des efforts plus importants, de sources tant intérieures qu'extérieures, calculés de façon à augmenter l'aptitude du pays à intensifier lui-même son action en faveur des enfants et des adolescents 9/ et à lui donner un caractère durable.

21. En partant de l'étude de perspective, le secrétariat du FISE espérait que certains pays pourraient, en se fondant sur leur propre expérience nationale et leur documentation nationale, réexaminer leurs efforts passés et élaborer un plan plus minutieux de priorités à long terme adaptées à leur situation. Lorsqu'il a étudié certaines des conclusions les plus importantes de l'étude, le Directeur général adjoint chargé de la planification a souligné que l'action en faveur des enfants et des adolescents est encore loin de se voir reconnaître le rang prioritaire qui doit être le sien dans le développement économique et social et se trouvait, en fait, encore à la périphérie des politiques de développement nationales et internationales. Il faut remédier à cette situation de façon à pouvoir multiplier les interventions directes en faveur des enfants et des adolescents et à faire en sorte que ces interventions aient des effets plus sensibles sur les besoins des enfants des différents groupes d'âge.

22. Les membres du Conseil ont fait remarquer au cours du débat qu'ils n'avaient pas disposé de suffisamment de temps pour examiner l'étude. A la demande du secrétariat, ils ont accepté d'envoyer leurs observations et suggestions par écrit. Il a aussi été décidé que des mesures seraient prises pour consulter tous les pays avec lesquels le FISE a le privilège de travailler. Certains membres ont exprimé l'espoir que lorsqu'ils reprendraient le projet, ils y trouveraient une analyse plus précise des modalités d'application des stratégies, ainsi que des données plus précises, et en particulier qu'il serait davantage tenu compte des disponibilités humaines, financières et administratives limitées des pays les moins avancés. Enfin, ainsi qu'on l'a souligné dans l'étude, les priorités devraient être établies par les pays en fonction de leur situation propre, puisqu'il leur faudrait trouver des solutions pratiques qui soient à leur portée. On a suggéré que, dans le texte révisé de l'étude, on prête davantage attention aux choix à opérer entre des besoins concurrents devant être satisfaits au moyen de ressources limitées, tout en tenant compte des conceptions plus larges esquissées dans l'étude.

23. Le document révisé serait présenté au Conseil en 1973. Il serait suivi en 1974 d'un rapport sur la situation de l'enfance et de l'adolescence. Sur la base d'enquêtes effectuées dans des pays choisis, on examinerait dans l'étude la situation actuelle des enfants et des adolescents, eu égard à la nature et au niveau des services disponibles; on examinerait également les activités à

9/ Les décisions prises à la session au sujet de l'aide destinée à créer des programmes à long terme d'alimentation complémentaire des enfants (par. 32 à 34 et 40) et la politique adoptée pour l'aide à l'enseignement (par. 60 à 85) s'inspirent particulièrement de cette approche.

entreprendre dans le cadre de programmes et de projets et les possibilités d'action ouvertes aux communautés locales dans des circonstances différentes et à des stades de développement différents.

24. Les deux études devaient s'insérer dans l'effort déployé par l'ensemble du système de développement de l'ONU pour encourager le développement économique et social au titre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement 10/, et pour étudier et évaluer les progrès à des intervalles appropriés.

Assistance aux pays les moins avancés

25. Depuis 1965, le FISE s'est penché sur l'assistance spéciale à fournir sous une forme ou une autre aux enfants des pays les moins avancés. A sa session de 1970, le Conseil a réétudié les directives destinées à opérer un certain transfert de l'assistance du FISE vers les pays les plus pauvres ou "les moins avancés" et aussi vers les petits pays.

26. Les membres du Conseil ont constaté avec satisfaction que des progrès avaient été réalisés dans la mise en oeuvre de ces directives. Pour 11 des 25 pays considérés par l'ONU comme pays "les moins avancés", on a approuvé à la session en cours des engagements qui, par rapport à la population infantile, représentaient le double du niveau de l'assistance fournie à des projets dans les autres pays bénéficiant de l'assistance du FISE. En outre, on a présenté des projets "pris en note" supplémentaires pour certains des pays dans l'espoir d'obtenir d'autres fonds de donateurs intéressés (voir également par. 101-102).

27. Il est clair que les pays se trouvant aux premiers stades de développement peuvent avoir besoin d'une assistance pour tirer parti des formes d'aide classiques du FISE et qu'une certaine souplesse est nécessaire, en particulier pour les dépenses renouvelables et les autres dépenses locales. Le FISE pourrait par exemple absorber certaines des dépenses renouvelables afférentes aux projets suivant un système dégressif, en particulier pour les frais de financement des postes de supervision clef; garantir en partie ou en totalité les frais de construction de bâtiments pour les établissements de formation; insister davantage pour financer des cours de formation à l'intention des administrateurs, pour utiliser des services bénévoles et pour patronner des études sur les types de services convenant le mieux au pays. Toutes ces mesures spéciales ont été accueillies avec satisfaction mais les membres du Conseil ont estimé qu'il fallait, en outre, se pencher encore bien davantage sur ce problème difficile. Le FISE et les autres organismes des Nations Unies devaient continuer à explorer les nouvelles modalités d'assistance possibles et se tenir prêts à adapter leurs formes et leurs conditions d'aide à ces pays.

28. Plusieurs délégations ont estimé que, puisque la population totale des pays les moins avancés est relativement peu élevée et qu'il faut également répondre aux besoins des autres pays en voie de développement, il faut veiller à ne pas

10/ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale.

concentrer excessivement l'assistance sur les pays les moins développés au point de devoir réduire l'aide destinée aux enfants de la plupart des pays en voie de développement avec lesquels le FISE coopère, à savoir ceux du groupe moyen qui ne sont ni "les moins avancés" ni relativement avancés. Le Directeur général a répondu qu'il n'est pas question de cela, mais plutôt de diriger, dans une certaine mesure, les ressources supplémentaires dont dispose maintenant le FISE vers les pays les moins développés qui, dans le passé, ont reçu moins que la part qui leur revenait.

Nutrition des enfants^{11/}

29. L'amélioration de la nutrition des enfants est un problème qui a constamment préoccupé le FISE. Conformément à la résolution 1640 (LI) du Conseil économique et social, le rapport du Groupe spécial d'experts nommé par le Secrétaire général pour examiner le problème des protéines qui se pose aux pays en voie de développement ^{12/} a été l'un des principaux points examinés par le Conseil. Dans sa résolution 2848 (XXVI), l'Assemblée générale avait prié les organismes compétents des Nations Unies d'aider les pays en voie de développement à résoudre le problème de la malnutrition en calories et en protéines, et à cet égard le rapport du Directeur général sur l'état des travaux (E/ICEF/616) appelait l'attention sur un certain nombre de domaines dans lesquels le FISE fournit une assistance; en outre, le Directeur général, ainsi qu'il est dit aux paragraphes 32 à 34 ci-dessous, recommandait d'élargir la politique d'assistance du FISE pour appuyer les programmes d'alimentation complémentaire pour les jeunes enfants.

30. Le Président du Groupe consultatif sur les protéines (GCP) des Nations Unies, le Dr Nevin S. Scrimshaw, a fait une déclaration au Conseil sur les problèmes nutritionnels dans les pays en voie de développement, en particulier sur les effets connexes de la malnutrition prénatale et postnatale ^{13/}. Il a fait remarquer que le problème des protéines est particulièrement grave pour les jeunes enfants et les femmes enceintes ou allaitantes des groupes à faible revenu car ces groupes reçoivent en général la part la moins importante des protéines disponibles. La malnutrition est accentuée lorsque le nombre de calories absorbées est insuffisant. Des maladies infectieuses fréquentes aggravent le problème pour l'enfant sous-alimenté dont la résistance aux infections est déjà faible. Par ailleurs, l'urbanisation tend à modifier les habitudes diététiques, de sorte que

^{11/} Voir également le chapitre sur la prévention de la cécité due au manque de vitamine A chez les jeunes enfants, par. 55 à 57.

^{12/} Déclaration de stratégie sur l'action à entreprendre pour écarter la menace d'une crise des protéines dans les pays en voie de développement (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.II.A.17).

^{13/} Cette déclaration a été par la suite distribuée en tant que document de séance sous la cote E/ICEF/CRP/72-35. Une déclaration du représentant de la FAO sur la façon dont cette organisation aborde la solution des problèmes de nutrition dans les pays en voie de développement a été distribuée en tant que document de séance sous la cote E/ICEF/CRP/72-29.

l'enfant est sevré plus tôt sans que le lait maternel soit remplacé par un aliment de substitution satisfaisant. Les enfants nés de mères sous-alimentées ont des réserves en éléments nutritifs plus basses et par conséquent les femmes enceintes ou allaitantes doivent être considérées comme un groupe prioritaire au même titre que les jeunes enfants, non seulement pour la raison susmentionnée mais également pour maintenir une lactation suffisante et protéger la santé de la mère. L'éducation des mères dans les domaines de l'alimentation de l'enfant, de l'assainissement et de l'hygiène personnelle est essentielle. Il est absolument nécessaire de mettre au point de meilleures méthodes d'éducation dans ces domaines et notamment de procéder à un examen approfondi de l'efficacité des programmes d'éducation nutritionnelle présents et passés.

31. Le Conseil a constaté que le rapport du Groupe spécial d'experts recommandait dans son annexe 16 types d'action principaux, notamment des mesures présentant un intérêt direct pour les enfants et auxquelles le FISE participe depuis un certain temps grâce à l'assistance apportée à des activités comme la conservation du lait, puis le traitement et la distribution d'aliments de sevrage; grâce à l'assistance destinée à augmenter la production, à l'échelon local, d'aliments nécessaires pour les enfants, parallèlement à la fourniture d'une éducation nutritionnelle (appelée "nutrition appliquée"), et grâce à l'aide apportée aux aspects maternels et infantiles des services de santé de base. Ces activités à long terme ont remplacé le rôle très important que jouait le FISE en ce qui concerne l'appui à de vastes programmes d'alimentation complémentaire pour les jeunes enfants, grâce notamment à la fourniture de lait en poudre importé; la plupart de ces programmes ont été pris en charge par d'autres institutions qui fournissent également maintenant d'autres types d'aliments destinés aux enfants.

32. Le Directeur général a fait remarquer qu'il est maintenant évident que les enfants des groupes socio-économiques les plus défavorisés de la plupart des pays ne tirent guère parti de l'amélioration des méthodes d'agriculture commerciale ou de l'accroissement des produits alimentaires traités en vente sur le marché. Pour aider ces enfants, les pays doivent instituer des programmes d'alimentation complémentaire des enfants à long terme, ainsi que d'autres services nutritionnels. Pour illustrer le niveau des besoins en la matière, le Service chargé des questions de nutrition à l'OMS a estimé - et ces chiffres sont modestes - en se fondant sur des études pilotes, qu'à l'échelle mondiale les programmes devraient desservir 20 p. 100 des enfants et des mères enceintes et allaitantes; la situation varierait évidemment d'un pays à l'autre.

33. Le Directeur général a recommandé que le FISE élargisse ses services d'appui afin d'aider les pays à desservir les groupes socio-économiques les plus défavorisés. Dans ces groupes, l'alimentation complémentaire serait fournie en priorité aux nourrissons, aux enfants venant d'être sevrés et aux enfants d'âge préscolaire. Il faudrait prendre des mesures spéciales pour toucher les mères d'enfants de moins de six mois à cause des problèmes créés par la tendance à sevrer les enfants de bonne heure. En outre, des mesures de réadaptation devraient être prises en faveur des nourrissons et jeunes enfants souffrant de malnutrition aiguë. L'alimentation complémentaire d'enfants d'âge scolaire pourrait s'inscrire dans le cadre d'un effort tendant à réduire les abandons de scolarité et les autres formes de déperditions d'effectifs dans les écoles primaires. Des dons d'aliments

venant de l'extérieur pendant quelques années faciliteraient considérablement l'établissement d'un tel programme. Le FISE pourrait fournir les denrées alimentaires, mais il espère que celles-ci pourront provenir d'autres sources, telles que le Programme alimentaire mondial ou des programmes d'aide bilatérale ainsi que d'organismes non gouvernementaux. Vu les frais en cause, la plupart des pays devront sans doute aborder progressivement les activités d'alimentation complémentaire sur une grande échelle en commençant par les régions les plus défavorisées.

34. Le rôle du FISE, tel que l'envisage le Directeur général, serait tout d'abord d'aider les pays à instituer l'alimentation complémentaire à long terme; d'aider à créer des centres de réadaptation nutritionnelle qui fournissent des aliments spéciaux tels que le K-Mix-II ^{14/}; d'aider à renforcer les services d'éducation nutritionnelle des parents et d'obtenir un appui de la communauté. Le FISE contribuerait à organiser des services d'alimentation complémentaire et de réadaptation nutritionnelle, notamment à expérimenter sur le terrain des méthodes économiques d'organisation qui permettraient d'atteindre les enfants et les mères, et participerait à la formation de personnel. Le FISE aiderait également les pays à mobiliser leurs propres sources d'aliments pour les enfants : dans les régions rurales grâce à des programmes de nutrition appliquée et dans les régions urbaines (et dans les régions rurales lorsque cela s'avérera nécessaire) grâce à la production et à la distribution d'aliments de sevrage traités. Le FISE devrait collaborer étroitement avec le Programme alimentaire mondial et les organisations non gouvernementales qui fournissent actuellement des aliments venant de l'étranger aux pays en voie de développement. En outre, le FISE maintiendrait son assistance à l'alimentation des enfants en cas d'urgence.

35. Dans son ensemble, le Conseil a appuyé l'élargissement de l'assistance du FISE aux programmes à long terme d'alimentation complémentaire des enfants. Les points suivants ont été soulignés lors des débats du Conseil : la priorité devrait être donnée aux enfants âgés de moins de 5 ans et aux femmes enceintes ou allaitantes; les programmes de distribution devraient être mis au point en coopération avec les responsables des services sanitaires, en raison des relations étroites qui existent entre la malnutrition, l'hygiène et les maladies infectieuses, ainsi que pour minimiser les risques d'encourager par inadvertance un sevrage précoce; la distribution des aliments devrait être accompagnée d'un système d'éducation et de surveillance qui permettrait d'identifier les jeunes enfants qui ne tirent pas profit des programmes afin de pouvoir accorder une attention spéciale à ces enfants et à leur famille; à long terme, les programmes devraient utiliser des aliments produits sur place, et il faudrait prévoir le moment où toutes les dépenses renouvelables seraient assumées par le pays lui-même. Il faudrait souligner la valeur des initiatives locales et l'emploi de services bénévoles ainsi que l'éducation des mères.

^{14/} Le produit formulé K-Mix-II a été utilisé avec un succès considérable pour traiter des cas sévères de malnutrition en protéines et en calories lors des situations d'urgence qui se sont présentées récemment au Nigéria et dans la péninsule Indienne.

36. On a appelé l'attention sur le fait que les aliments de sevrage traités pourraient constituer un élément important des programmes d'alimentation complémentaire pour les enfants de moins de 3 ans si l'on pouvait en ramener le prix à un niveau raisonnable. On a estimé qu'il fallait encourager et aider les gouvernements qui souhaitent produire des mélanges alimentaires spéciaux pour ce groupe vulnérable et lancer des programmes de distribution gratuits ou subventionnés, au moyen de nouveaux efforts communs du FISE, de la FAO et de l'OMS et avec la participation du Programme alimentaire mondial. On a exprimé l'espoir que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pourrait être une nouvelle source d'appui très importante pour des plans de ce type. Avec l'aide du FISE, des progrès encourageants ont été réalisés dans plusieurs pays, en particulier dans la région méditerranéenne, en ce qui concerne la création d'installations de production et de distribution d'aliments de sevrage. On a noté d'autres exemples de progrès en Afrique orientale, en Amérique latine et en Inde dans le domaine de la production locale d'aliments pour enfants, et sur le plan de l'intérêt porté par les femmes et les jeunes filles, grâce à une éducation nutritionnelle plus poussée, à la préparation d'aliments de meilleure qualité pour leur famille et en particulier pour leurs enfants. Il faut explorer de nouvelles possibilités et donner suite aux initiatives qui semblent propres à donner les meilleurs résultats.

37. Il faut élargir le Groupe consultatif sur les protéines en y faisant participer des institutions autres que la FAO, le FISE et l'OMS. On a accueilli avec satisfaction le soutien accordé récemment par la BIRD. Les travaux du Groupe consultatif sur les protéines ayant des répercussions considérables sur les questions auxquelles le FISE s'intéresse particulièrement, une délégation a suggéré que, s'il le fallait, le FISE devrait accepter de fournir davantage de fonds que les autres institutions afin de donner au Groupe consultatif sur les protéines l'appui financier qui lui est nécessaire. Le Directeur général a déclaré que s'il s'avérait impossible de trouver davantage d'organisations prêtes à participer aux frais, il réétudierait la situation avec les participants actuels.

38. Le Conseil d'administration a étudié les implications de l'évaluation des programmes de nutrition appliquée dans plusieurs pays. Bien que des résultats encourageants aient été notés pour certains aspects du programme, il était manifeste qu'il fallait améliorer considérablement la planification, l'organisation, la formation et les activités de soutien, et notamment renforcer le personnel sur le terrain. De la persévérance et une certaine patience étaient nécessaires. Il fallait également accorder une attention accrue aux moyens d'obtenir la participation de la communauté et un soutien plus efficace des services de communications. Le Directeur général a estimé que de nouveaux efforts devaient être faits pour axer plus directement les programmes de nutrition appliquée sur les besoins des enfants; l'amélioration quantitative et qualitative de l'alimentation en vue de favoriser le développement des enfants était souvent reléguée à l'arrière-plan. Etant donné la portée et l'étendue des programmes de nutrition appliquée qui bénéficiaient de l'aide du FISE dans plus de 60 pays, le Conseil continuerait d'être informé des mesures prises pour accroître l'efficacité de ce programme de base.

39. Le Conseil d'administration s'est inquiété du niveau relativement faible des engagements du FISE dans le domaine de la nutrition et a exprimé le désir d'accroître les activités du Fonds dans ce secteur 15/. On a reconnu que l'aide du FISE en la matière était fournie en réponse à des demandes présentées par les gouvernements, demandes qui reflétaient les priorités établies dans le cadre du plan de développement national et ne tenaient pas toujours compte du fait que la malnutrition infantile pouvait constituer un obstacle sérieux au développement du pays. Le Conseil a étudié une recommandation importante du Groupe spécial selon laquelle les pays en voie de développement devraient adopter une politique nationale dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. Il s'agissait d'un domaine dans lequel le FISE s'efforçait d'apporter une contribution étant donné qu'une politique nationale en matière de nutrition et une politique nationale de l'enfance se recoupaient dans une large mesure. Le principe du FISE, selon lequel les projets à long terme dans le domaine de la nutrition des enfants, notamment des jeunes enfants, qui bénéficiaient de son assistance devaient faire partie de l'effort de développement du pays, favorisait la mise en oeuvre d'une politique nationale en matière de nutrition.

40. Le Conseil d'administration a approuvé la proposition du Directeur général tendant à ce que le FISE aide les pays à établir, à l'intention des enfants appartenant aux groupes socio-économiques les plus faibles, des programmes d'alimentation complémentaire à long terme d'une plus grande envergure que ce qui avait été envisagé par le passé (voir plus haut par. 33 et 34).

Services de santé de base

41. En 1971, 96 pays ont bénéficié d'une assistance du FISE pour leurs services de santé, sous une forme ou sous une autre. La plus grande partie de l'aide du FISE visait à renforcer et développer les services de santé de base, dont l'hygiène maternelle et infantile constitue un élément essentiel. Au cours des débats, certaines délégations ont estimé que l'hygiène infantile devait rester le principal domaine d'action du FISE et que l'assistance fournie dans ce secteur devait être accrue. Plusieurs délégations se sont inquiétées du fait que le pourcentage des dépenses totales du programme affecté aux services de santé de base semblait avoir diminué (voir également par. 104). En dépit de nombreuses années d'efforts, les services de santé même les plus rudimentaires n'atteignaient encore qu'une petite proportion des enfants des pays en voie de développement et, même dans ce cas, ils étaient administrés par un personnel souvent inefficace et insuffisamment encadré. Il y avait manifestement de nombreuses possibilités d'exploration pour trouver de nouvelles méthodes de fournir les soins préventifs essentiels, en particulier en faisant plus souvent appel au personnel auxiliaire et en encourageant la communauté à participer davantage aux programmes, notamment dans les zones rurales, dans les taudis urbains et dans les bidonvilles. Le FISE devrait continuer d'accorder un rang de priorité élevé à la formation, notamment à celle du personnel de santé auxiliaire. En outre, il devrait continuer à aider les écoles de médecine à développer leurs services d'hygiène maternelle et infantile et les encourager à adopter des programmes d'enseignement intégrés, orientés vers la communauté.

15/ A ce propos, voir la note de bas de page 3 et le paragraphe 104.

42. Les membres du Conseil d'administration se sont félicités des résultats encourageants obtenus dans ce domaine dans le cadre de certains des projets qui lui étaient présentés pour approbation. On a exprimé l'espoir que le personnel du FISE sur le terrain continuerait à encourager cette tendance. On a fait observer qu'il était généralement admis désormais que la planification de la famille était plus efficace lorsqu'elle était fournie dans le cadre des services de santé et d'autres services sociaux (voir par. 44 à 51) et qu'il devrait donc en résulter une augmentation des ressources allouées à la promotion des services de santé eux-mêmes.

43. Au cours de la session, le Conseil a approuvé la décision de décerner le prix à la mémoire de Maurice Pate à l'Institut national de santé de l'enfance de Tunisie qui l'utilisera en vue de la formation de personnel médical et paramédical venant de la région et qui travaillera en coopération avec l'Institut national de nutrition et de technologie alimentaire, l'Institut national de planification de la famille et d'HMI et l'Institut des sciences de l'éducation.

Planification de la famille

44. Il était désormais largement admis que la santé et le bien-être des enfants et des familles dépendent dans une grande mesure de la dimension de la famille et de l'espacement des naissances. Ces considérations ont amené le Conseil d'administration, en 1967, à décider que lorsqu'un gouvernement lui en ferait la demande, le FISE pourrait fournir son assistance en matière de planification de la famille dans le cadre des services nationaux d'hygiène maternelle et infantile 16/. Depuis lors, le Conseil a approuvé plusieurs projets qui, en plus des services de planification familiale assurés par les services sanitaires, visent à promouvoir parallèlement l'idée de "paternité responsable" sur le plan de l'éducation et de la motivation. Il était difficile de donner un chiffre quant au montant de l'aide que le FISE fournit au titre de la planification familiale, puisque celle-ci constitue généralement un élément qu'on ne peut dissocier des activités plus larges d'HMI. L'aide du FISE en matière d'hygiène maternelle et infantile accordée aux pays ayant une politique nationale de planification de la famille avait atteint environ 8,2 millions de dollars utilisables en 1970 et 1971, y compris 2,9 millions de dollars alloués au FISE par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

45. A sa session en cours, le Conseil d'administration était saisi d'un rapport établi par l'OMS, contenant une étude des activités de planification familiale intéressant la santé de la famille, notamment du point de vue de l'assistance commune du FISE et de l'OMS (E/ICEF/L.1281), ainsi que des recommandations du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires (CMDS) relatives à ce rapport (E/ICEF/618, sect. 7). Les conclusions du CMDS complétaient et précisaient les politiques courantes du FISE. Pour l'essentiel, la décision que le Conseil avait prise en 1967, à savoir fournir des services de planification de la famille par

16/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément No 8, par. 44 à 58.

l'intermédiaire des services d'hygiène maternelle et infantile en vue de promouvoir la santé et le bien-être de la famille, a été maintenue. Le Comité recommandait d'accorder une priorité élevée à l'expansion et à l'amélioration des soins maternels et infantiles dans le cadre des services de santé de base et aux programmes de planification familiale centrés sur la maternité. On a reconnu qu'en raison de la complexité des activités liées aux aspects sanitaires de la planification de la famille, il était indispensable d'aborder cette action sous un angle pluridisciplinaire. Les priorités en ce qui concernait l'assistance du FISE et de l'OMS devraient être orientées vers le renforcement d'un système de services de santé généraux qui puisse appuyer tous les aspects d'un programme de planification de la famille. Outre le personnel sanitaire, il fallait considérer que le personnel employé dans d'autres disciplines (par exemple le développement communautaire, la protection sociale, l'économie domestique, l'enseignement et l'administration publique) pouvait lui aussi contribuer à promouvoir la planification de la famille.

46. Dans son rapport, le CMDS énonçait une série de recommandations détaillées visant à renforcer les activités de planification et d'évaluation pour améliorer la formulation des projets à l'échelon national et consolider l'organisation et l'administration des activités de planification de la famille. Chaque fois que possible, il fallait intégrer les activités qui intéressaient la nutrition aux activités de santé familiale, y compris la planification de la famille, de façon que les programmes exécutés dans ces domaines puissent s'appuyer et se renforcer mutuellement. Une assistance devait être donnée à la recherche opérationnelle en vue de mettre au point de nouveaux moyens d'assurer les services de planification familiale dans des pays caractérisés par des niveaux de santé différents, dotés de systèmes de santé publique dissemblables et où les conditions sociales, économiques et culturelles étaient très variées. La question de l'enseignement et de la formation revêtait une importance vitale; la priorité devait être accordée à la formation de planificateurs, d'enseignants, de personnel d'encadrement et de travailleurs auxiliaires, au perfectionnement et à la formation continue de tout le personnel sanitaire et à l'introduction de nouvelles méthodes de formation compte tenu des conditions dans les zones rurales. En outre, les aspects sanitaires de la planification de la famille devaient être intégrés à la formation des travailleurs dans d'autres disciplines.

47. Au cours du débat, il a été noté avec satisfaction que le mandat des institutions chargées de financer les activités touchant la planification de la famille avait été élargi afin d'inclure l'enseignement de l'hygiène et les services sociaux, et que des ressources supplémentaires avaient été allouées afin d'édifier, en matière de services de santé, l'infrastructure nécessaire pour en faire bénéficier les familles, notamment en ce qui concerne l'hygiène maternelle et infantile, y compris la planification de la famille 17/.

17/ A cet égard, le Conseil d'administration a entendu des déclarations du Directeur adjoint du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (voir E/ICEF/SR.433), du Directeur par intérim de la Division de la population du Secrétariat de l'ONU (voir E/ICEF/SR.434) et du Directeur de la Division de la population de la BIRD (ibid.).

48. Les membres du Conseil ont félicité l'OMS de son excellent rapport. Au cours du débat, différentes opinions ou suggestions figurant dans le rapport ont été soulignées par diverses délégations, notamment : que l'action en faveur de la planification de la famille devrait être intégrée dans la planification du développement national et la programmation par pays; que l'on ne pouvait dissocier les services de la planification de la famille des services de santé existants sans accroître les dépenses et intensifier la concurrence entre les services et le personnel, ce qui aboutit à une duplication des efforts; que l'on devait faire tous les efforts possibles pour intégrer les questions relatives à la planification de la famille et à la reproduction humaine dans l'enseignement et la formation du personnel à tous les niveaux; qu'il était particulièrement important de former du personnel paraprofessionnel, des auxiliaires et des volontaires dans le domaine de la planification de la famille afin de toucher une plus grande partie de la population rurale; qu'il était satisfaisant de voir que l'on mettait l'accent sur la santé familiale plutôt que sur la planification de la famille en soi; que cette méthode avait l'avantage de reconnaître la responsabilité des intéressés; que l'on pourrait obtenir de meilleurs résultats en liant plus étroitement les programmes de planification de la famille aux programmes d'éducation des femmes et des jeunes filles dans les systèmes d'enseignement officiels, aux activités des clubs et comités féminins et aux programmes d'économie domestique et de nutrition appliquée 18/; qu'en tant qu'élément de ses activités dans le domaine de l'enseignement, le FISE devrait, en collaboration avec l'UNESCO, fournir une assistance à l'enseignement en matière de population au niveau primaire; et que la protection sociale pouvait jouer, en matière de planification de la famille, un rôle important que l'on n'avait pas suffisamment mis à profit, en particulier en ce qui concernait la motivation dans les collectivités et l'enseignement fourni par l'entremise de programmes ayant trait aux femmes, à la protection de la famille et de l'enfance et à la jeunesse 19/. On a également souligné qu'il importait de mettre en oeuvre tous les moyens possibles pour tenir tous les éléments de la population, y compris les travailleurs, au courant des questions relatives à la planification de la famille, qu'il importait de donner une importance accrue au rôle des sociologues dans les programmes de planification de la famille, et que les organisations non gouvernementales pouvaient jouer un rôle important en complétant les travaux de l'ONU et des gouvernements en matière de planification de la famille 20/.

49. D'autres opinions ont été exprimées au cours du débat. Il a été dit notamment que l'on ne devrait pas entreprendre d'activités de planification de la famille aux dépens des efforts déployés dans d'autres domaines auxquels était accordée une priorité élevée; que de nombreux habitants des pays en voie de développement

18/ A cet égard, voir la déclaration faite par le représentant du Conseil international des femmes (E/ICEF/NGO/129).

19/ Dans leurs déclarations, le Directeur de la Division du développement social (E/ICEF/CRP/72-27) et le représentant de l'Association internationale des écoles de service social (E/ICEF/NGO/143) se sont étendus sur ce point.

20/ A cet égard, voir la déclaration du représentant de la Fédération internationale pour le planning familial (E/ICEF/NGO/137).

avaient un grand nombre d'enfants parce qu'ils pouvaient ainsi espérer que certains d'entre eux survivraient - si l'on pouvait répondre aux besoins en matière de santé, le problème du surpeuplement serait en grande partie résolu, que l'"explosion démographique" n'était pas la cause véritable des conditions de vie misérables de nombreux enfants - ces conditions résultant plutôt du sous-développement dans certains pays et de certaines politiques sociales dans d'autres; que les causes de l'accroissement démographique variaient d'un pays à l'autre et que si la planification de la famille pouvait s'avérer utile, elle ne constituait pas une panacée permettant d'améliorer les conditions fondamentales d'existence des mères et des enfants; que l'on exportait les politiques de planification de la famille des pays développés dans les pays en voie de développement sans procéder à des études ou à des recherches sérieuses pour déterminer à quel point la planification de la famille était nécessaire dans le cas d'une population sous-alimentée et insuffisamment instruite; qu'il fallait entreprendre un programme de recherche scientifique multidisciplinaire comportant une évaluation de toutes les données d'expérience acquises jusqu'ici; qu'il serait utile de disposer d'une évaluation impartiale, effectuée par une institution extérieure, des techniques de planification de la famille pouvant convenir aux mères en fonction de différentes situations; qu'étant donné l'évolution de la situation, le FISE devrait évaluer en permanence ses politiques; et que des experts de l'extérieur devraient procéder, pendant les quelques années à venir, à une évaluation des programmes de planification de la famille qui bénéficient d'une assistance du FISE.

50. Le Directeur général adjoint (Programmes) a déclaré à la fin du débat qu'il était essentiel d'établir une distinction entre deux groupes de pays. Premièrement, on trouvait ceux qui avaient adopté officiellement une politique de planification de la famille et dans lesquels le FISE pouvait jouer un rôle dans le cadre d'une équipe formée par diverses institutions des Nations Unies. Deuxièmement, on trouvait ceux qui n'avaient pas de politique déclarée de planification de la famille mais qui étaient disposés à étudier la question et désiraient, dans l'intervalle, recevoir une aide du FISE pour leurs services de santé de base. Il a ajouté qu'il espérait que les institutions chargées du financement, en particulier le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, fourniraient une assistance accrue aux services de santé de base.

51. Le Conseil a approuvé la recommandation du CMDS relative à l'élément "planification de la famille" de l'hygiène familiale.

Rapport du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires (CMDS)

52. L'un des points inscrits à l'ordre du jour du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires (CMDS), qui a tenu sa dix-neuvième session à Genève en février 1972, était l'élément "planification de la famille" de l'hygiène familiale dont il est question plus haut (voir par. 44 à 51). Le Comité a également étudié plusieurs autres points qui sont examinés ci-après.

Lutte contre le trachome

53. Le trachome constituait une menace sérieuse à la santé publique. Les enfants y sont exposés dans des zones étendues du monde et cette maladie est la cause principale de cécité ou de perte de vision, que l'on pourrait éliminer par des mesures préventives. Sur la base du document établi par l'OMS (E/ICEF/CRP.72-3), le CMDS a passé en revue les données d'expérience relatives aux activités de lutte contre le trachome qui bénéficient de l'appui des deux organisations depuis 20 ans; dans son rapport, le Comité a fait une série de recommandations concernant l'orientation future des activités dans ce domaine, tant à l'intention des gouvernements qu'à celle des organisations qui fournissent une aide (E/ICEF/618, sect. 6). Le CMDS a essentiellement recommandé que l'on poursuive les activités de lutte contre le trachome tant par des mesures directes (traitement des cas existants dans les services de santé existants) que par des mesures indirectes (enseignement de l'hygiène personnelle et de l'hygiène du milieu, notamment en ce qui concerne l'alimentation des campagnes en eau potable et l'amélioration générale de l'état de santé grâce aux services de santé). Le CMDS a également recommandé de renforcer la formation du personnel de santé, des autres agents sanitaires en contact avec les masses (dirigeants de communautés rurales, sages-femmes et personnel enseignant) et des mères en ce qui concerne les méthodes de lutte contre le trachome. Il a recommandé de renforcer l'évaluation des programmes et, en particulier, les systèmes administratifs utilisés pour lutter contre le trachome.

54. Au cours des débats qui ont eu lieu au Conseil, l'accent a été mis sur le rapport étroit qui existe entre le trachome et les facteurs sociaux et économiques, ainsi que sur l'importance que revêt l'intégration des activités de lutte contre le trachome dans les services de santé de base. Le Conseil a félicité l'OMS de son rapport et a noté que celui-ci serait largement distribué parmi les services gouvernementaux et les institutions médicales participant à la lutte contre le trachome. Le Conseil a approuvé les recommandations du CMDS.

Prévention de la cécité due à l'hypovitaminose A chez les jeunes enfants

55. A sa session de 1971, le FISE avait proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session du CMDS la question des mesures à prendre pour prévenir la cécité due à l'hypovitaminose A chez les jeunes enfants. Cette déficience est l'une des causes principales de la cécité chez les enfants dans un certain nombre de pays en voie de développement et elle constitue un problème particulièrement grave dans l'Asie du Sud-Est. L'OMS a présenté à la session du CMDS une note sur les possibilités de prévenir la xérophtalmie, en particulier en donnant de fortes doses de vitamine A aux enfants d'âge préscolaire (E/ICEF/CRP/72-5). A la date de la session du CMDS, en février 1972, l'OMS n'était pas en mesure de faire des recommandations en ce qui concerne le dosage et la fréquence d'administration de vitamine A. Toutefois, une réunion d'experts internationaux consacrée à la prévention de la xérophtalmie et organisée sous l'égide de l'OMS a eu lieu à Hyderabad (Inde) en mars 1972 (E/ICEF/CRP/72-23); de ce fait, l'OMS a pu faire des recommandations qui ont complété celles du CMDS [E/ICEF/618, sect. 8 c)]7.

56. Il a été reconnu à la réunion d'Hyderabad que la méthode la plus rationnelle pour lutter contre les déficiences en vitamine A et les prévenir consistait à améliorer le régime alimentaire. Toutefois, il s'agissait là d'une mesure à long terme. Bien qu'il fût possible dans certains cas d'accélérer le processus en enrichissant les aliments en vitamine A, il fallait en même temps envisager la possibilité d'administrer de fortes doses de vitamine A à titre préventif. Dans ce dernier cas, le problème principal était d'ordre logistique, en particulier en ce qui concernait la fourniture et l'administration sous contrôle de larges doses de vitamine A aux enfants, ce qui nécessitait un personnel bien formé, une gestion saine et un fonctionnement efficace des rouages administratifs. Chaque fois que possible, il fallait utiliser le personnel de santé existant; tout personnel supplémentaire devait être intégré dans les services de santé et non être groupé dans un service spécial chargé d'administrer la vitamine A. Sauf en matière de supervision, le personnel paramédical participerait largement aux aspects opérationnels du programme. Il faudrait s'efforcer d'obtenir la participation de la collectivité. Un système d'évaluation tant des activités que de leur efficacité biologique serait un élément essentiel du programme. On a recommandé de poursuivre les recherches notamment en effectuant des études contrôlées à une échelle réduite. Compte tenu des conclusions de la Conférence d'Hyderabad, l'OMS a recommandé que l'on administre par voie buccale 200 000 unités internationales de vitamine A à des intervalles de six mois aux enfants âgés de six mois à quatre ans dans les régions où l'avitaminose A crée un grave problème; dans les régions où les services d'hygiène sont satisfaisants et le problème moins grave, on pourrait administrer 100 000 unités internationales tous les trois mois.

57. Le Conseil d'administration a adopté les recommandations du CMDS complétées par celles découlant de la réunion d'Hyderabad en ce qui concerne une action commune du FISE et de l'OMS suivant les principes ci-après : a) des mesures à long terme devraient continuer à être prises en coopération avec la FAO au moyen des programmes de nutrition appliquée et d'autres activités connexes pour augmenter les quantités d'aliments riches en vitamine A dans le régime alimentaire et éduquer la collectivité 21/; b) les services sanitaires de base et les hôpitaux devraient être encouragés à prêter particulièrement attention à l'importance du diagnostic précoce de la xérophthalmie et il faudrait redoubler d'efforts pour assurer la formation du personnel; c) comme la xérophthalmie est très étroitement liée à la malnutrition protéo-calorique, de nouvelles mesures devraient être prises pour lutter contre cette malnutrition; d) étant donné que les maladies infectieuses

21/ A ce propos, le représentant de l'Union mondiale des femmes rurales a fait une déclaration par laquelle il a souligné la haute priorité que les organisations nationales membres de l'Union accordent actuellement à la coopération avec les gouvernements, le FISE et d'autres organismes des Nations Unies dans le domaine de l'éducation nutritionnelle, les efforts étant spécialement centrés sur la lutte contre la cécité chez l'enfant (E/ICEF/NGO/141).

contribuent fortement au déclenchement de xerophthalmies graves, il faudrait faire davantage pour combattre les maladies infectieuses les plus courantes par l'immunisation, l'hygiène corporelle et d'autres mesures; e) des études sur l'enrichissement des produits alimentaires en vitamine A devraient être poursuivies et f) en raison de l'urgence du problème, l'OMS et le FISE devraient aider les pays où la xérophthalmie est très courante à procéder à l'administration par voie buccale de fortes doses de vitamine A un certain nombre de fois dans l'année à titre de mesure préventive, conformément aux recommandations de la réunion d'Hyderabad 22/.

Onchocercose

58. L'onchocercose, maladie parasitaire qui fait son apparition pendant l'enfance et entraîne ensuite des troubles de la vision ou la cécité, affecte environ 20 millions de personnes, en particulier en Afrique et en Amérique centrale. Les programmes de lutte contre cette maladie ont reposé essentiellement sur la destruction du vecteur dans les rivières et les cours d'eau qui sont ses gîtes larvaires. Le CMDS après avoir examiné une note préparée par l'OMS sur le problème (E/ICEF/CRP/72-2), a conclu que la contribution du FISE devrait essentiellement revêtir la forme d'une aide pour la mise en place de services sanitaires de base dans les régions où l'onchocercose est endémique, y compris la fourniture de médicaments pour le traitement des cas existants /E/ICEF/618, sect. 8 b)7/. Le CMDS a noté qu'un vaste programme de lutte préventive contre la maladie serait entrepris incessamment en Afrique occidentale dans le bassin de la Volta avec l'appui de l'OMS, du PNUD et de la BIRD. Le Conseil d'administration a approuvé les conclusions du CMDS quant au rôle du FISE dans la lutte contre la maladie.

Prochaine session du Comité mixte des directives sanitaires

59. Le Comité mixte tiendra sa vingtième session en 1974 ou 1975. Le Directeur général de l'OMS et le Directeur général du FISE pourraient envisager de faire figurer à l'ordre du jour du Comité une étude des divers moyens qui pourraient permettre d'améliorer les services sanitaires dans les régions écartées des pays en voie de développement ou dans les régions où ces services ne sont pas encore assurés. Une autre question qui pourrait être inscrite à l'ordre du jour serait

22/ Des représentants de l'Association internationale de prophylaxie de la cécité (E/ICEF/NGO/132) et de l'Organisation mondiale pour la protection sociale des aveugles (E/ICEF/NGO/131) ont fait des déclarations dans lesquelles ils se sont félicités de l'action préventive menée contre la xérophthalmie et des possibilités de collaboration avec le FISE. Le représentant de l'Organisation mondiale a souligné la nécessité de disposer d'aliments d'appoint et en particulier de lait écrémé à enrichir avec la quantité nécessaire de vitamine A et a invité instamment le FISE à user de son influence pour inciter les donateurs qui n'enrichissent pas actuellement les aliments dont ils font don à le faire.

l'évaluation de la formation supérieure en santé maternelle et infantile, en obstétrique et en pédiatrie dispensée au personnel d'encadrement dans les pays en voie de développement grâce aux moyens de formation existants tant dans les pays en voie de développement que dans les pays développés ^{23/}. Le CMDS avait précédemment accepté à titre provisoire d'examiner à sa vingtième session l'étude que l'OMS devait entreprendre sur l'enseignement infirmier.

Politique de l'aide à l'enseignement

60. La politique de l'aide du FISE à l'enseignement a été une des grandes questions examinées lors de la session. Le Conseil d'administration était saisi des recommandations conjointes du Directeur général de l'UNESCO et du Directeur général du FISE (E/ICEF/L.1279). Elles étaient accompagnées d'un rapport (E/ICEF/L.1279/Add.1) établi par un consultant du FISE, M. H. M. Phillips, qui a passé en revue en détail les principes directeurs adoptés par le Conseil d'administration en 1968, l'expérience acquise depuis lors et les besoins actuels ainsi que les besoins prévisibles pour la deuxième Décennie du développement.

61. Les principes directeurs recommandés procédaient de la conception d'ensemble que le FISE se fait des besoins de l'enfance, conception d'après laquelle l'enseignement, tout en contribuant par lui-même à l'avenir de l'enfant, est très étroitement lié, dans ses répercussions sur la promotion du développement de l'enfant, à la santé, à la nutrition, au bien-être et à l'apprentissage au travail. Ils s'inscrivaient dans la tendance générale qui veut que le FISE oriente de plus en plus ses ressources vers tous les domaines d'aide tendant à aider les pays à améliorer la situation des enfants privés, dans la pratique, des services et des chances les plus élémentaires.

62. Pour l'essentiel, les recommandations tendaient à ce que le FISE oriente son aide dans l'avenir vers les projets en faveur des enfants en âge de fréquenter l'école primaire mais défavorisés sur le plan de l'enseignement et des jeunes adolescents qui n'ont pas eu la possibilité de fréquenter l'école, en particulier dans les régions rurales et les taudis et bidonvilles urbains, et dans les pays les moins développés. Une assistance devait être accordée en particulier pour l'amélioration et pour la prolongation de l'éducation des filles au niveau primaire. Au surplus, le FISE devait être prêt à fournir une aide qui permette d'utiliser davantage les écoles destinées aussi bien aux enfants en âge de fréquenter l'école primaire qu'aux adolescents, pour l'enseignement sanitaire et nutritionnel et pour l'initiation des parents à la puériculture. L'accent devrait être mis sur des types novateurs de services destinés à aider les gouvernements à assurer l'instruction d'un plus grand nombre d'enfants, par des moyens plus efficaces.

^{23/} Il est fait mention dans le rapport du CMDS sur sa session de février 1972 (E/ICEF/618, sect. 8 a) d'un échange de vues sur cette question sur la base d'une note de l'OMS (E/ICEF/CRP/72-4).

63. Dans les recommandations, il était tenu compte du fait que d'autres organismes d'aide extérieure, tels que le PNUD et la BIRD, consacraient de plus en plus de ressources aux systèmes d'enseignement des pays en voie de développement 24/. Ces ressources étaient affectées en grande partie aux programmes les plus susceptibles de promouvoir rapidement le développement socio-économique des pays intéressés. Du fait de son orientation vers l'enfance désavantagée et de sa conception d'ensemble du développement de l'enfant, le FISE était particulièrement bien placé pour compléter l'assistance fournie par les autres organismes d'aide extérieure.

64. Il ressortait de l'étude que, dans la plupart des pays en voie de développement, alors que jusqu'à quatre cinquièmes environ des enfants s'inscrivaient dans des écoles primaires, seule la moitié d'entre eux - et souvent moins - arrivaient au bout de la quatrième année d'études. Les trois cinquièmes environ de la future population adulte grandissaient donc sans jouir des droits sociaux et des droits de l'homme les plus élémentaires - droits à apprendre à lire et à écrire, et à manier des chiffres - et sans être convenablement adaptés à leur environnement ni orientés vers une occupation.

65. Les principes directeurs ont permis de définir cinq domaines prioritaires pour l'aide du FISE en faveur essentiellement de la population enfantine en question :

1) Formation de spécialistes aux types de planification et de gestion de l'enseignement nécessaires.

2) Réalisation d'essais sur le terrain et diffusion des résultats de projets pilotes réussis visant à trouver de nouvelles méthodes pour assurer l'éducation de base et offrir des possibilités d'éducation continue.

3) Réforme des programmes d'enseignement existants par l'identification des causes des taux élevés de déperdition des effectifs scolaires et d'élèves qui redoublent et l'adoption de remèdes appropriés; inclusion dans les programmes des régions rurales d'éléments destinés à amener l'enfant à comprendre le milieu rural; soutien des efforts en vue de réformer les programmes d'enseignement primaire et notamment de lier l'enseignement des sciences à la nutrition, à l'hygiène et à des matières présentant un intérêt pratique.

4) Formation du personnel enseignant lié à la réforme des programmes d'enseignement en vue d'améliorer la qualité et le contenu de l'enseignement. L'ordre de priorité appliqué serait normalement le suivant : a) professeurs d'école normale; b) spécialistes de l'enseignement, y compris le personnel de supervision; et c) maîtres de l'enseignement primaire et maîtres de l'enseignement extrascolaire. Le FISE devrait continuer à apporter une assistance pour la formation en cours d'emploi, de manière que celle-ci arrive à faire partie intégrante des systèmes d'enseignement.

24/ Des déclarations ont été faites au Conseil d'administration par le Sous-Directeur du PNUD chargé de la Direction de l'orientation et de la coordination du programme (voir E/ICEF/SR.435) et le Directeur du Département de l'éducation de la BIRD (voir E/ICEF/SR.434).

5) Projets expérimentaux d'enseignement extrascolaire comprenant notamment un enseignement préprofessionnel destiné aux adolescents, des cours pour les parents et un enseignement et une formation pour les jeunes filles et les femmes.

66. On a donné des exemples des types de projets que le FISE, en collaboration avec l'UNESCO, appuierait normalement d'après ces principes directeurs. En général, les projets auraient, dans la mesure du possible, un effet multiplicateur, catalyseur et novateur. Ils porteraient sur la mise au point et l'expérimentation sur le terrain d'activités pilotes, et sur la diffusion généralisée des activités ayant donné des résultats positifs.

67. Outre les critères énoncés plus haut, les facteurs suivants seraient importants :

1) Il serait très important que l'aide du FISE soit étroitement complémentaire des travaux des autres organismes qui fournissent une aide à l'enseignement.

2) L'aide du FISE devrait être aussi souple que possible en ce qui concerne les types d'aide et les méthodes selon lesquelles elle est fournie, afin d'aider efficacement et en temps voulu à éliminer les goulots d'étranglement et les obstacles, et à mobiliser les ressources nationales et autres.

3) La réorientation de l'aide du FISE aux projets en fonction des nouveaux principes directeurs devrait se faire progressivement, afin d'éviter toute perturbation des projets auxquels le FISE a déjà coopéré.

4) Une assistance devrait être fournie en vue d'améliorer l'évaluation, en particulier l'évaluation continue à laquelle on procède pour améliorer les opérations.

5) Une assistance devrait être disponible pour améliorer les installations locales destinées à la formation, fournir des bourses et des indemnités de subsistance aux étudiants et aux enseignants, et pour étudier des projets novateurs exécutés tant dans le pays qu'à l'étranger.

6) Le matériel devrait demeurer un élément essentiel de l'aide du FISE. Il faudrait améliorer les listes types en y incorporant des articles se rapportant aux innovations apportées en matière d'enseignement. Il faudrait continuer à encourager la production locale de matériel. Pour utiliser correctement le nouveau matériel, des cours de recyclage destinés aux enseignants appelés à l'utiliser sont nécessaires.

7) En ce qui concerne la participation aux frais locaux, il faudrait continuer à fournir des subventions pour la formation et à satisfaire les besoins vitaux les plus immédiats. Une participation aux frais locaux en vue d'expériences novatrices serait également nécessaire.

8) En cas de pénurie de fonctionnaires nationaux qualifiés pour planifier et exécuter un projet, le FISE devrait continuer à pouvoir participer au financement des services de coordinateurs de projets et du personnel du projet, qui devraient normalement être des experts des pays auxquels l'assistance est fournie; à titre de mesure exceptionnelle, le FISE pourrait également financer les services de consultants et d'experts internationaux chargés d'aider à la préparation, à l'exécution ou à l'évaluation du projet.

68. La dernière partie des principes directeurs recommandés porte sur les modalités de la coopération entre le FISE et l'UNESCO. Il a été décidé qu'en égard à l'accent mis sur l'innovation et les nouvelles modalités d'enseignement, il faudrait améliorer l'identification et la préparation des projets, et à cette fin, le Directeur général de l'UNESCO et le Directeur général du FISE ont décidé qu'il faudrait renforcer la coopération entre les deux organismes dans un certain nombre de domaines particuliers.

69. Les membres du Conseil ont exprimé leur gratitude au Directeur général du FISE et au Directeur général de l'UNESCO pour leurs recommandations communes, et à M. Phillips pour l'excellente étude qui accompagnait lesdites recommandations. Les membres du Conseil ont soutenu en majorité les recommandations qui, dans l'ensemble, semblaient adaptées aux problèmes et applicables dans la pratique. Toutefois, quelques délégations ont estimé que la portée de l'action envisagée pour le FISE en vertu des principes directeurs avait encore un caractère trop général; étant donné certains aspects des principes directeurs, il faudrait veiller à éviter d'empiéter sur le domaine d'attributions de l'UNESCO.

70. Divers points importants se sont dégagés au cours de la discussion. Il a été noté que les principes directeurs suivis précédemment reflétaient la situation qui régnait au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, lorsque l'accent avait été mis sur le développement de l'enseignement primaire selon des normes classiques, un rang de priorité élevé étant accordé aussi à l'enseignement secondaire. Maintenant, on mettait davantage l'accent sur les objectifs pédagogiques concernant les enfants en âge de fréquenter l'école primaire, en particulier, ceux - la grande majorité d'entre eux - qui ne passeraient pas à l'enseignement secondaire ou professionnel.

71. Le Conseil a accordé une grande attention aux innovations propres à faciliter l'accès à l'enseignement, à mieux correspondre aux objectifs du développement et à donner de meilleurs résultats par rapport aux dépenses engagées. D'une manière générale, on a reconnu que les méthodes traditionnelles utilisées pour résoudre les problèmes que pose l'instruction des enfants et des jeunes ne fournissaient pas de solutions satisfaisantes. Des changements fondamentaux du contenu et de la structure de l'enseignement pourraient être nécessaires pour résoudre des problèmes tels que les taux élevés de déperdition scolaire. Le fait que des jeunes gens qui ont fréquenté l'école ne trouvent pas de travail indiquait qu'il fallait procéder à des réformes dans l'enseignement ainsi que dans l'économie. C'est pour ces raisons et également parce que les pays en voie de développement peuvent difficilement se permettre de courir les risques qu'impliquent des innovations, que le FISE, en collaboration avec d'autres organismes de l'ONU, devrait désormais s'attacher davantage à élaborer des politiques expérimentales et novatrices dans le domaine de l'enseignement, en particulier l'enseignement extra-scolaire.

72. On a proposé des mesures pratiques telles que l'extention des programmes d'alphabétisation fonctionnelle; l'utilisation des nouveaux moyens de communications; la mise au point de bons livres d'histoires et de manuels de lecture en rapport avec l'environnement local, destinés aux enfants d'âge préscolaire et à ceux qui fréquentent l'école primaire 25/; l'accroissement du rôle de travailleurs bénévoles; l'utilisation des écoles comme centres communautaires; et une participation accrue des parents et de la collectivité à l'enseignement 26/.

73. L'enseignement destiné aux jeunes filles mérite une attention particulière non seulement à cause de leur futur rôle de mère, mais aussi parce que c'est par l'intermédiaire des jeunes filles et des femmes que l'on peut le mieux atteindre l'enfant et diffuser les principes essentiels de nutrition et d'hygiène infantile; en outre, une meilleure égalisation des chances dans le domaine de l'enseignement faciliterait le rôle professionnel croissant que jouent les jeunes filles et les femmes dans le développement national. En conséquence, il faudrait accorder davantage d'attention à la formation de personnel enseignant de sexe féminin.

74. Tout en reconnaissant que certaines réformes fondamentales sont nécessaires, plusieurs délégations ont mis le Conseil en garde contre le fait de trop insister sur les innovations. Tel était le cas en particulier lorsque des investissements importants et un matériel perfectionné étaient nécessaires, et qu'il fallait les évaluer très attentivement; lorsque l'on n'était pas sûr de disposer de moyens d'action administratifs et financiers suffisants; et lorsque les éducateurs, les parents et les enfants risquaient de ne pas accepter aisément des changements. On a également mis l'accent sur la nécessité de coordonner les programmes novateurs avec la formation des enseignants, non seulement parce qu'il n'est pas possible d'utiliser convenablement un matériel pédagogique perfectionné si les enseignants n'ont pas suivi une formation appropriée, mais aussi pour que le matériel ne fasse pas passer à l'arrière plan l'importance fondamentale des relations personnelles dans le domaine de l'enseignement. En dehors de la question des fournitures qui ne sont pas disponibles localement et qui permettraient des innovations en matière d'enseignement, on a estimé qu'il faudrait veiller davantage à encourager la production locale de matériel sur une grande échelle et à accorder davantage d'attention aux types de matériel qui pourraient être fabriqués par les écoles normales et les écoles elles-mêmes.

75. Si un certain nombre de délégués ont estimé qu'il fallait accorder un soutien accru à l'enseignement extra-scolaire, plusieurs délégations ont émis quelques réserves. La conception selon laquelle les méthodes extra-scolaires

25/ Une déclaration en ce sens a été faite par le représentant de l'Union internationale pour les livres de jeunesse (E/ICEF/NGO/142).

26/ Une déclaration a été faite à ce sujet par le représentant de l'Union catholique internationale de service social (E/ICEF/NGO/135).

permettent des innovations en matière d'enseignement doit être étudiée de près; peut-être pourrait-on obtenir de meilleurs résultats si le système d'enseignement classique atteignait davantage d'élèves dans les régions négligées et s'il était mieux adapté aux conditions locales. On a également signalé que les vœux des bénéficiaires avaient un effet décisif sur les programmes d'enseignement extra-scolaire; les groupes défavorisés risquent d'estimer que les programmes extra-scolaires spéciaux conçus pour eux dispensent un enseignement inférieur. Le Conseil attend avec intérêt le rapport et les recommandations sur l'enseignement extra-scolaire qui seront inscrits à l'ordre du jour de sa session de 1973.

76. En faisant des observations sur la question des innovations, le représentant de l'UNESCO a indiqué que ces dernières devraient avoir un caractère essentiellement pratique et être conçues de manière à accroître l'accès à l'enseignement, pour faire en sorte qu'il soit plus en rapport avec la vie et permette d'utiliser plus efficacement les ressources. L'UNESCO s'emploiera à ce qu'il soit tenu compte, dans les programmes du FISE, des résultats de ses études globales dans ce domaine, y compris des conclusions de la Commission internationale pour le développement de l'enseignement, présidée par M. Edgar Faure, et de l'expérience qu'elle a acquise en collaborant avec les gouvernements et d'autres organismes internationaux.

77. En ce qui concerne l'enseignement préprimaire, l'importance que présentent les premières années pour l'enfant du point de vue de sa capacité d'apprendre à s'exprimer et de son développement personnel a été généralement reconnue. Plusieurs délégations auraient voulu voir de plus grands efforts déployés en faveur de l'enfant d'âge préscolaire, notamment pour ouvrir des écoles maternelles expérimentales. La plupart des services existants, a-t-on déclaré, étaient essentiellement destinés à des enfants provenant de groupes de population à revenu élevé et il s'avérerait tout particulièrement nécessaire que l'éducation préscolaire soit dispensée aux enfants des zones rurales et des bidonvilles. Toutefois, certaines délégations ont appelé l'attention sur le coût élevé de ces services, tels que la plupart d'entre eux étaient actuellement conçus : cette considération était importante quand il fallait choisir entre l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire, vu le grand nombre d'enfants d'âge scolaire qui manquaient de services adéquats. Le représentant de l'UNESCO a souligné que son organisation s'intéressait de plus en plus activement à l'éducation préprimaire. Cette question, a-t-il ajouté, serait étudiée dans le rapport sur l'enfant d'âge préscolaire dont l'UNESCO saisirait le Conseil d'administration en 1974.

78. Pour ce qui est de l'établissement des priorités et des options à faire parmi les diverses activités de développement, une délégation a estimé que la nutrition et la santé devraient avoir priorité sur l'éducation, étant donné que tout effort de scolarisation, même au niveau le plus rudimentaire, était futile dans le cas de nombreux enfants qui étaient tellement sous-alimentés ou dont l'état de santé laissait tellement à désirer que leur existence même était en jeu. En réponse à cette observation, on a fait remarquer que l'école atteignait une plus forte proportion d'enfants que tout autre service organisé et pouvait donc être un moyen efficace d'élever les niveaux de la santé et de la nutrition.

Cette possibilité qu'offrait l'école n'était cependant pas pleinement exploitée. Les nouvelles directives visaient à rechercher un moyen plus positif d'améliorer non seulement l'éducation de l'enfant mais aussi sa santé et sa nutrition. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de l'éducation sanitaire en général. Certaines délégations ont également exprimé l'espoir que le FISE, en coordination avec l'UNESCO, examinerait la question de l'éducation de la population au niveau de l'enseignement primaire, étant donné qu'elle était étroitement liée à la protection de la vie de l'enfant. Un certain nombre de délégations ont souligné l'importance du rôle joué par les enseignants, dont la compétence et le comportement professionnels exerçaient une influence éducative considérable sur le développement des aptitudes, des intérêts et de l'esprit créateur des enfants 27/.

79. Plusieurs délégations ont déploré qu'une plus large place n'ait pas été faite dans les recommandations à l'éducation des enfants handicapés. Tout en déclarant se préoccuper aussi du cas de ces derniers, d'autres délégations ont estimé qu'au stade actuel les ressources limitées dont on disposait devraient servir à aider les gouvernements à répondre aux besoins des enfants normaux, beaucoup plus nombreux, qui étaient privés de moyens de s'instruire. Eu égard à ce problème, la déclaration du représentant de la Société internationale pour la réadaptation des handicapés a été jugée particulièrement utile (voir par. 96).

80. Pour répondre à des questions posées par certaines délégations et à leurs doutes concernant certains aspects des directives, le Directeur général adjoint chargé des opérations a fourni certains éclaircissements : il ne s'agissait pas d'engager à fond le FISE dans une opération d'assistance complète pour la planification de l'enseignement, mais plutôt d'être en mesure, lorsque le besoin s'en ferait sentir, d'aider à former des spécialistes et d'appuyer des activités intéressant directement les objectifs et les groupes de population sur lesquels le FISE cherchait à concentrer ses efforts. Dans le domaine de la formation préprofessionnelle, on ne s'attachait pas spécialement à la création d'établissements distincts d'enseignement préprofessionnel mais, ainsi qu'il était dit dans les directives approuvées par le Conseil d'administration en 1969 28/, à introduire certains éléments préprofessionnels dans l'enseignement scolaire ordinaire ou dans l'éducation extra-scolaire. L'enseignement technique dans les zones rurales avait été omis des recommandations, étant donné que l'appui

27/ A cet égard, le Conseil a entendu avec intérêt une déclaration faite par le représentant de la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante, qui a appelé l'attention sur l'importance de la participation des enseignants et des organisations d'enseignants aux premières phases de l'élaboration de projets de réforme du système d'éducation (E/ICEF/NGO/133).

28/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session, document E/ICEF/590-E/4711, par. 95 à 113.

financier pouvait être obtenu d'autres sources, telles que le PNUD. En ce qui concerne l'appui du FISE à la réalisation d'études concernant le financement de l'éducation, dont une délégation s'était enquis, le Directeur général adjoint chargé des opérations a dit qu'il y avait avantage, aux fins de la réalisation des objectifs du FISE, à élargir l'appui régional et local, notamment pour résoudre le problème des dépenses renouvelables, qui se posait souvent avec une acuité particulière lorsqu'il s'agissait de développer les services d'enseignement. Il a reconnu que lorsqu'on prévoyait les dépenses locales du FISE il importait de prévoir la possibilité d'incorporer les dépenses renouvelables aux budgets locaux dès les premiers stades. Il a également déclaré que, dans le processus d'application de la politique révisée, le FISE ne retirerait pas précipitamment l'assistance qu'il accordait à des activités viables en cours qui ne rentreraient pas dans le cadre de cette politique, y compris l'aide à l'enseignement secondaire. L'assistance dont bénéficiaient ces activités serait progressivement réaffectée au fur et à mesure que les projets auraient été menés à bonne fin et que d'autres sources d'assistance deviendraient disponibles.

81. Le Directeur général adjoint (opérations) a fait observer que, bien que des évaluations fussent prévues dans les plans d'opérations, on avait souvent omis d'y procéder. Il était important que les ministères intéressés créent un petit groupe d'évaluation chargé d'analyser les opérations de façon suivie et d'en communiquer les résultats aux responsables sur le terrain, de manière que l'exécution des projets tire profit de l'expérience des erreurs commises. Plusieurs délégations ont souligné qu'il serait utile de faire procéder également à des évaluations objectives par des spécialistes de l'extérieur. A cet égard, on a fait observer qu'il était recommandé dans les directives envisagées que le FISE agisse avec prudence pour le financement du personnel international chargé des évaluations, mais qu'il devait être prêt à assurer ce financement s'il était reconnu que cette assistance était nécessaire. Le représentant de l'UNESCO a déclaré que son organisation envisageait de renforcer ses activités d'évaluation pendant la période couverte par le nouveau budget, ainsi que dans le cadre du nouveau programme dont sa Conférence générale serait saisie en 1973.

82. Au cours de la discussion, la question des tâches respectives du FISE et de l'UNESCO dans les projets communs a été soulevée à diverses reprises. Cette étroite collaboration entre les deux institutions devait être encouragée et il était nécessaire de définir avec précision les fonctions respectives. L'UNESCO continuerait d'agir en tant que conseiller technique auprès du FISE et des gouvernements sur les questions relatives à l'éducation tandis que le FISE se chargerait de mettre au point la politique d'ensemble face aux besoins de l'enfance, cette dernière tâche nécessitant la participation d'un certain nombre de ministères nationaux dans chaque pays, ainsi que de la FAO, de l'OMS, de l'OIT ainsi que de l'UNESCO elle-même. C'était au FISE qu'incomberait la responsabilité du choix définitif de projets communs ainsi que celle de l'octroi de l'aide matérielle nécessaire et des activités consécutives. Le FISE et l'UNESCO coopéreraient en vue d'élaborer les directives destinées au personnel des services extérieurs, compte tenu de la nouvelle orientation.

83. Répondant à une suggestion d'une délégation tendant à ce que soit examinée la possibilité de créer un comité mixte UNESCO/FISE au niveau des conseils, le Directeur général adjoint chargé des opérations a fait observer que cette question devrait être décidée par les conseils eux-mêmes et qu'il était probable qu'il faudrait prendre, en dernière analyse, des dispositions similaires avec plusieurs autres institutions. Les deux secrétariats étaient, d'une manière ou d'une autre, constamment en contact, et il était probable qu'on accroîtrait le nombre des réunions communes, qui se tenaient actuellement tous les ans.

84. Pour ce qui est de la question du montant des ressources que le FISE devait consacrer à l'éducation, le Directeur général adjoint chargé des opérations a fait observer que la proportion de l'aide du FISE à l'enseignement serait examinée dans chaque pays à la lumière de ses priorités. Etant donné qu'en exécution de la nouvelle politique, le FISE aurait à concentrer plus étroitement ses efforts sur les groupes d'enfants ayant l'âge correspondant à l'école primaire, ainsi que sur de nouvelles méthodes et des améliorations qualitatives, cette politique ne ferait pas augmenter la part globale de l'aide du FISE qui était consacrée à l'éducation.

85. Le Conseil d'administration a approuvé les directives concernant l'aide du FISE à l'éducation, telles qu'elles avaient été proposées par le Directeur général du FISE et le Directeur général de l'UNESCO. Il a fait observer qu'en ce qui concernait l'UNESCO, ces directives auraient à être approuvées par le Conseil exécutif et par la Conférence générale de cette organisation.

Autres questions relatives aux programmes

Formation

86. La formation du personnel national occupe une place centrale dans la plupart des projets bénéficiant d'une assistance du FISE puisque environ un tiers de l'assistance du FISE au titre des programmes est consacré à des projets de formation dans le pays bénéficiaire. En 1971, 172 000 personnes au total ont reçu des indemnités de subsistance au titre de la formation. Bien que l'accent ait surtout été mis sur le personnel auxiliaire et paraprofessionnel, des agents intermédiaires et d'encadrement, des enseignants, des directeurs et des planificateurs ont également bénéficié de cette forme d'assistance 29/. Le FISE a également fourni du matériel audio-visuel, du matériel de transport et d'autres catégories de matériel importé ainsi que des subventions en espèces pour la production locale de matériel auxiliaire pédagogique.

87. Lorsqu'il a examiné, en 1970, la question de la formation en faveur de programmes liés à la question du rôle de la femme dans la famille et dans la vie communautaire 30/ et en 1971 celle de la formation du personnel des services de santé 31/, le Conseil d'administration a reconnu qu'il fallait accorder plus d'attention aux conditions locales de la formation, à la préparation du personnel chargé de la formation, à l'encadrement en tant que moyen de formation en cours d'emploi, et à la production locale de matériel pédagogique auxiliaire adapté aux besoins. Les mêmes avis se sont fait jour à la session du Conseil qui fait l'objet du présent rapport à l'occasion des débats sur la nutrition appliquée (par. 38), sur la planification de la famille (par. 46) et sur l'éducation (par. 65 et 67). De même, pendant l'examen des programmes de protection sociale, plusieurs délégations ont estimé qu'il fallait que le FISE continue, notamment en mettant davantage l'accent sur la formation, d'appuyer la tendance à faire de la protection sociale un facteur de développement plus efficace.

Les enfants dans les taudis urbains et les bidonvilles

88. Les décisions prises par le Conseil d'administration à sa session de 1971 ont placé les activités entreprises par le FISE en ce qui concerne les bidonvilles et les taudis urbains dans un cadre d'ensemble propre à favoriser l'action concertée de l'ONU, des institutions spécialisées et d'autres organismes d'assistance. La tâche qui s'imposait ensuite était de mettre au point des projets spécifiques tendant à faciliter la participation des gouvernements aux échelons central et local, des institutions bénévoles et des collectivités intéressées elles-mêmes.

29/ On trouvera des détails à ce sujet dans "Programme Statistics 1970-1972" (E/ICEF/CRP/72-19).

30/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, documents E/ICEF/605 - E/4854, par. 51 à 62.

31/ Ibid., cinquante et unième session, documents E/ICEF/612 - E/5035, par. 66 à 72.

Deux projets ont été approuvés à la session qui fait l'objet du présent rapport; l'un doit être exécuté à partir de 1972 et 1973 et concerne des services en faveur de l'enfance dans trois villes de l'Inde, des plans devant être élaborés pour six autres villes; l'autre consiste à mettre au point un projet pilote dans la banlieue du Caire.

89. Les membres du Conseil d'administration ont accueilli avec satisfaction les dispositions que le FISE avait prises avec le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification, en vertu desquelles le Centre s'est engagé à mettre ses ressources techniques à la disposition du FISE et a désigné un de ses fonctionnaires qui, travaillant à plein temps, aiderait ce dernier à élaborer des projets viables. Ils se sont également félicités du fait que le FISE et le Centre étudiaient les possibilités d'une action concertée dans ce domaine avec le PNUD et la BIRD. Néanmoins, étant donné l'urgence du problème et le fait que le logement n'était qu'un aspect du problème des taudis, on s'est demandé si le personnel du FISE ne devrait pas être renforcé pour être en mesure d'exécuter la politique du Conseil d'administration dans ce domaine. Un représentant du Centre a répondu en soulignant que les préoccupations de ce dernier allaient bien au-delà du souci d'améliorer les conditions physiques dans des situations urbaines, et qu'en fait le Centre partageait dans toute leur étendue les préoccupations sociales du FISE ^{32/}. Le Directeur général a déclaré que le FISE possédait actuellement des ressources en personnel suffisantes pour tirer parti des possibilités d'action efficace existant à l'heure actuelle dans ce domaine, mais qu'il réexaminerait cette question à la lumière de la discussion.

90. Au cours des débats du Conseil d'administration, on a émis l'avis que le FISE devrait examiner avec soin les travaux de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, notamment en ce qui concerne les zones de peuplement, en vue de déterminer l'intérêt que ces travaux pourraient présenter pour les activités du FISE dans ce domaine.

Les jeunes enfants

91. Une des préoccupations majeures du FISE, dans le domaine de l'hygiène et de la nutrition maternelles et infantiles, s'adresse aux jeunes enfants. Ainsi qu'il a été souligné au cours des débats du Conseil d'administration sur la nutrition, les programmes d'alimentation en faveur de ces enfants, bien qu'importants, n'ont pas nécessairement protégé ce groupe d'âge contre la malnutrition protéique; il était nécessaire d'immuniser les enfants contre des maladies infectieuses, de fournir de l'eau de boisson saine et d'inculquer aux mères les notions essentielles d'hygiène et de nutrition (voir par. 30). Le FISE avait fourni une assistance pour les

^{32/} La déclaration faite au nom du Centre a par la suite été publiée en tant que document de séance (E/ICEF/CRP/72-43).

garderies destinées aux enfants d'âge préscolaire dans le cadre de programmes de protection de la famille et de l'enfance intéressant surtout les mères travaillant à l'extérieur, mais la question de savoir dans quelle mesure il devrait encourager l'éducation préprimaire, question discutée lors de l'examen de la politique du FISE relative à l'assistance en matière d'éducation, pourrait faire l'objet d'une étude plus poussée (voir par. 77).

92. Il ressortait des recommandations relatives aux projets dont le Conseil d'administration était saisi que certains gouvernements avaient entrepris un effort particulier en faveur des jeunes enfants, en essayant pour cela d'adapter et de coordonner les services existants de manière à mobiliser les ressources des collectivités locales, à former du personnel et à éduquer les parents. Parmi les études nationales qui avaient bénéficié d'une assistance du FISE au cours des quelques dernières années, beaucoup avaient appelé l'attention sur l'importance capitale de ce groupe d'âge, et ce souci avait influé, semblait-il, sur la détermination des priorités dans certains plans nationaux de développement. Il n'y avait cependant pas eu, dans l'ensemble, d'approche planifiée et systématique permettant d'examiner toute la gamme des besoins des jeunes enfants, non seulement dans le domaine de la santé et de la nutrition, mais aussi en ce qui concerne le développement sur le plan émotif et la préparation à l'entrée à l'école ^{33/}. Le Conseil d'administration a déclaré qu'il attendait avec intérêt d'être saisi d'un rapport spécial sur les jeunes enfants à sa session de 1974.

Les volontaires

93. Mention a été faite à plusieurs reprises, au cours des débats, des vastes ressources humaines inexploitées auxquelles on pourrait faire appel à l'échelon local. La majeure partie de la population des taudis urbains et des villages était loin d'être occupée à plein temps toute l'année. Il fallait amener tous les membres de la communauté, y compris les femmes et les adolescents, à participer à des activités d'auto-assistance et à des activités destinées à améliorer la vie communautaire, dont beaucoup pouvaient être entreprises avec un minimum de ressources d'origine extérieure. Des volontaires locaux participaient depuis longtemps à l'exécution de projets bénéficiant d'une assistance du FISE, mais il fallait faire une plus large place à cette participation, et l'accent a été mis sur ce point lors de l'examen des programmes de nutrition (voir par. 34 et 48) et des services de santé de base (voir par. 41). On devrait encourager les efforts bénévoles, notamment en faisant appel à un plus grand nombre d'animateurs et de volontaires locaux dans les programmes de formation bénéficiant d'une assistance du FISE et en faisant davantage appel à l'assistance que le FISE était disposé à accorder aux gouvernements désireux de créer leurs propres "corps de volontaires" et de les former en vue de services en faveur de l'enfance.

^{33/} Voir l'exposé fait par le représentant de l'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (E/ICEF/NGO/140).

94. Le Conseil d'administration a noté que le FISE avait fait appel à un petit nombre de volontaires pour l'observation sur le terrain, les services opérationnels (fournitures) et certains services techniques (par exemple pour la distribution de denrées alimentaires et l'entretien des véhicules), ainsi que pour les opérations de secours d'urgence (voir également par. 106). Tout en maintenant ses contacts directs avec les diverses organisations donatrices qui assignaient des volontaires à des opérations sur le terrain menées par le FISE, ce dernier espérait renforcer ses liens avec les Volontaires des Nations Unies et obtenir de cette organisation l'aide d'un plus grand nombre de ses membres.

Les enfants handicapés

95. Grâce à son assistance aux services de santé et aux programmes de lutte contre les maladies, le FISE avait dans une large mesure contribué à lutter contre les prédispositions dans ce domaine. Toutefois, en raison du coût relativement élevé de l'action à mener dans ce secteur, le FISE avait en majeure partie limité son aide en matière de réadaptation des enfants handicapés à un petit nombre de projets de formation et de démonstration. La même question du coût a été soulevée au cours des débats du Conseil d'administration sur la politique relative à l'éducation lorsqu'il s'est agi de l'éducation spéciale nécessaire aux enfants handicapés (voir par. 79).

96. Au cours de la session, après avoir appelé l'attention sur les problèmes de plus en plus nombreux liés aux conséquences de l'inadaptation physique et mentale chez l'enfant dans les pays en voie de développement, un représentant de la Société internationale pour la réadaptation des handicapés a déclaré que son organisation s'offrait à collaborer avec le FISE en vue d'aider les gouvernements à rechercher des méthodes de réadaptation simples et économiques. Cette organisation était également disposée à joindre ses efforts à ceux du FISE pour encourager les campagnes de lutte antipoliomyélitique dans le cadre des services de santé (E/ICEF/NGO/128). Plusieurs délégations ont estimé que le FISE devrait faire davantage dans cette direction. Le Directeur général a approuvé cette façon d'envisager la question. Il a fait observer que si des projets en faveur des enfants handicapés pouvaient être élaborés de la manière indiquée, ils seraient tout à fait bien placés pour être financés au moyen de contributions spéciales. Une délégation a émis l'avis que le FISE devrait participer à l'élaboration d'une déclaration relative aux droits des enfants handicapés et retardés.

Coopération avec les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux

97. La coordination entre les activités de secours d'urgence du FISE et celles des organismes des Nations Unies (voir par. 108 et 109) et les rapports entre son aide et la programmation par pays du PNUD (voir par. 9 à 13) ont été deux aspects importants de la coopération examinés par le Conseil. Il est clair que les activités de programmation par pays du PNUD à mesure qu'elles se poursuivront et s'amélioreront, favoriseront le développement des liens de coopération qui existent depuis un certain nombre d'années entre le FISE et les divers organismes

des Nations Unies dans le cadre de l'assistance fournie en commun aux divers projets. L'aide élargie approuvée par le Conseil en ce qui concerne l'alimentation complémentaire des enfants nécessite une coopération plus étroite avec le Programme alimentaire mondial et le maintien d'une étroite coopération avec l'OMS et la FAO (voir par. 34). Les directives générales approuvées par le Conseil quant à l'assistance du FISE dans le domaine de l'enseignement nécessitent un renforcement considérable de la coopération entre le FISE et l'UNESCO pour certaines tâches (voir par. 68). Comme l'ont indiqué les discussions du Conseil, le FISE travaille, dans le domaine de la planification de la famille, en collaboration étroite non seulement avec l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, mais également, et de plus en plus, avec d'autres organismes des Nations Unies (voir par. 45 à 47). Quant aux efforts visant à prévenir la cécité due au manque de vitamine A chez les jeunes enfants, le FISE travaillera en collaboration étroite avec l'OMS et la FAO (voir par. 55 à 57).

98. Par le passé, le FISE et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ont collaboré pour l'évolution de certains projets précis, sur une base ad hoc. Vu l'intérêt accru porté par la Banque aux aspects sociaux du développement, le secrétariat du FISE a engagé en 1971 des consultations avec la Banque afin d'élargir cette collaboration et de lui donner un caractère systématique. Les domaines de collaboration possible comprennent l'enseignement, la nutrition, la planification de la famille et l'amélioration de la situation dans les taudis et les bidonvilles (voir par. 63 et note de bas de page 17/). En 1971, la Banque est devenue l'une des organisations qui patronnent le Groupe consultatif sur les protéines (voir par. 37).

99. Deux délégations ont exprimé quelque inquiétude au sujet de la coopération du FISE avec la Banque car, à leur avis, cette dernière fonctionne selon des critères commerciaux étrangers au FISE. Le Directeur général a déclaré que s'il recherchait cette coopération, c'était parce que le Conseil avait exprimé le vœu que le FISE intéresse des sources de financement importantes aux questions de son ressort, afin que des projets pilotes ou expérimentaux bénéficiant de l'assistance du FISE puissent être développés sur une plus grande échelle. Ses ressources étant très limitées, le FISE devait encourager la mobilisation de ressources plus importantes pour les questions de son ressort. Le Directeur général ne cherchait pas à obtenir le concours d'une source particulière d'aide supplémentaire de préférence à une autre.

100. Les membres du Conseil ont noté que le FISE essaie activement de tirer parti de la tendance à recourir davantage à l'assistance multilatérale au développement. Plusieurs gouvernements, - ceux du Danemark, de la Finlande, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse -, ont financé des projets au moyen des crédits inscrits à leur budget pour l'aide bilatérale, grâce à des arrangements conclus avec le FISE en ce qui concerne des contributions spéciales destinées à des projets "pris en note" ou à des éléments adoptés dans le cadre des projets ordinaires. Ces contributions spéciales viennent s'ajouter aux contributions annuelles ordinaires qui ont considérablement augmenté dans certains cas. Des négociations sont en cours avec d'autres gouvernements pour développer cette coopération à la fois multilatérale et bilatérale.

101. Comme il est indiqué ailleurs, à sa présente session, le Conseil "a pris en note" certains projets éventuels d'un montant total de 5,2 millions de dollars, comme méritant de recevoir un appui si des fonds provenant de contributions spéciales devenaient disponibles. Ajouté au montant correspondant aux projets déjà "pris en note" et pour lesquels le FISE négocie ou demande encore des contributions, le montant des fonds nécessaires à 20 projets "pris en note" s'élève à 12,3 millions de dollars (pour les détails, voir annexe I).

102. Deux observations ont été faites au sujet de la présentation de futures "prises en note" : a) il faudrait s'efforcer systématiquement d'assurer une meilleure répartition géographique des "prises en note" afin d'éviter toute injustice involontaire lors des demandes de financement spécial et b) s'il est vrai qu'il n'est pas toujours possible d'établir des plans de projets complets, il faudrait s'attacher davantage à décrire l'élément "prise en note" suffisamment en détail pour qu'il puisse être jugé indépendamment. Le Directeur général a souscrit à ces deux observations et a dit que le Secrétariat essaierait d'en tenir compte. En réponse à une suggestion tendant à ce que le FISE envisage la possibilité de demander certains paiements pour les services rendus à l'occasion de projets financés par des donateurs bilatéraux, le Secrétariat a fait observer qu'il examinerait cette possibilité mais qu'il fallait reconnaître que la procédure de "prise en note" était un moyen par lequel le FISE cherchait à augmenter ses ressources afin d'accroître son programme d'aide à l'enfance.

Etendue de l'aide

103. Comme lors de sessions antérieures du Conseil, un certain nombre de délégations ont exprimé leurs vues quant aux pourcentages de l'aide consacrée par le FISE à divers domaines et à des groupes d'âge différents. On a appelé l'attention sur le fait que le FISE, dont les ressources étaient limitées, devait concentrer ses efforts au lieu de trop les disperser. On s'est généralement accordé à reconnaître que l'assistance dans le domaine de la santé et de la nutrition des enfants, en particulier des jeunes enfants revêtait une importance primordiale, de même que l'aide fournie dans le domaine de l'enseignement primaire conformément aux directives approuvées à la session en cours. On a également estimé que, l'accent mis désormais sur les zones rurales et sur les taudis et les bidonvilles urbains du point de vue de l'aide à l'enseignement devait avoir des répercussions dans les domaines de la santé et de la nutrition. L'augmentation du nombre des projets de services intégrés a été accueillie avec satisfaction 34/. On a souligné qu'il fallait intensifier les processus d'évaluation des programmes.

34/ Dans une déclaration, le représentant de l'Organisation internationale des unions de consommateurs a demandé instamment que le FISE accorde plus d'attention à l'éducation et à la protection des consommateurs dans la mesure où il s'agissait là d'un aspect de la programmation en vue de la protection des enfants et des adolescents (voir E/ICEF/NOG/138).

On a fait allusion à la valeur des programmes d'approvisionnement en eau des villages, non seulement du point de vue de leur importance propre, mais aussi du point de vue du rôle catalyseur qu'ils pouvaient jouer pour obtenir un effort de coopération, sur le plan local, pour d'autres activités. Deux délégations ont estimé que le FISE devrait s'attacher davantage à contribuer à améliorer la qualité des services de protection sociale dans le cadre de projets pilotes intéressant le développement. Une délégation a demandé ce que faisait le FISE pour aider les enfants dans des régions qui luttent pour se libérer de la domination coloniale. Une autre délégation a estimé que le FISE devrait élargir ses activités afin de développer l'amitié entre les enfants et les adolescents du monde entier dans un esprit de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples et que les comités nationaux du FISE pouvaient jouer un rôle dans ce domaine. Une délégation a estimé que le FISE devrait s'occuper des problèmes des enfants de tous les pays et devrait mettre à profit l'expérience de tous les pays.

104. En réponse aux divers arguments présentés, le Directeur général s'est référé à la décision prise en 1961 par le Conseil selon laquelle l'enfance et l'action en faveur de l'enfance devraient être considérées comme un tout et selon laquelle le FISE devrait être prêt à appuyer toute action considérée comme la plus propre à améliorer la situation de l'enfance dans un pays donné 35/. Le FISE désirait mettre l'accent sur certains domaines d'action en faveur de l'enfance, tels que la santé et la nutrition des mères et des enfants, et il souhaitait également se consacrer particulièrement à certains groupes d'âge, tels que le groupe des enfants en bas âge. Le Directeur général ne voyait aucune incompatibilité entre ces deux optiques. Dans leurs consultations avec les responsables de la planification et les divers ministères, les représentants des services extérieurs du FISE étaient chargés de discuter diverses possibilités d'action en faveur de l'enfance en appelant l'attention sur les programmes qui, d'après l'expérience du FISE, semblaient devoir être les plus utiles dans le cadre des activités de développement d'un pays donné, et en indiquant l'assistance que le FISE pourrait fournir eu égard à sa propre politique. Le Directeur général a estimé que des efforts étant constamment déployés pour encourager le renforcement mutuel des services à l'intention de l'enfance, les variations du pourcentage de fonds dont bénéficiait chaque catégorie d'assistance perdaient de leur importance 36/.

105. En ce qui concerne les enfants des régions luttant pour la libération nationale, le Directeur général a déclaré que le FISE assurait, dans le cadre des programmes nationaux existants ou élargis des pays hôtes, une aide aux enfants réfugiés dont les parents faisaient partie de mouvements de libération; il fournissait également contre remboursement, aux groupes donateurs qui assuraient cette aide, des services en matière d'achat de fournitures et il coopérait avec

35/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente-deuxième session, Supplément No 13 B, par. 49-73.

36/ A cet égard, voir le paragraphe 30 relatif à l'importance que le Président du Groupe consultatif sur les protéines attache aux rapports étroits entre la nutrition et la santé des enfants. Voir également la note de bas de page 3/.

d'autres organismes des Nations Unies intéressés. Le Directeur général a estimé que le FISE ne pouvait avoir l'ambition de s'occuper des problèmes des enfants de tous les pays. Toutefois, il a convenu que le FISE devrait chercher à tirer parti de l'expérience des pays développés pour montrer comment éviter ou régler certains problèmes qui prendraient de l'importance dans les pays en voie de développement.

Secours d'urgence et reconstruction

106. Depuis la dernière session du Conseil, un nombre exceptionnellement élevé de demandes d'assistance d'urgence a été adressé au FISE à la suite de catastrophes naturelles, de guerres, de troubles civils et d'épidémies. Plus de 20 pays ont reçu des secours ou une aide pour la reconstruction sous une forme ou sous une autre. L'aide a été financée par des contributions spéciales et des fonds d'affectation spéciale, au moyen d'un fonds de réserve pour les secours d'urgence de un million de dollars, en utilisant dans les secteurs sinistrés des fournitures initialement destinées à des projets en cours et au moyen d'achats faits pour les deux services de coordination créés par le Secrétaire général pour les secours d'urgence à l'Inde et au Pakistan. Entre mars 1971 et la session du Conseil, la valeur des marchandises et des services fournis par l'intermédiaire du FISE de cette manière a dépassé 34 millions de dollars. Des détails sur les efforts déployés par le FISE dans ce domaine ont été présentés au Conseil dans un additif spécial au rapport du Directeur général sur l'état des travaux (E/ICEF/616/Add.1). Dans le cas des besoins relatifs à la remise en état de services essentiels pour les enfants dans les domaines de la santé, de l'enseignement et des services sociaux au Bangladesh ^{37/}, le rapport indiquait en détail les dépenses qu'il faudrait engager jusqu'en juin 1973, et qui s'élèveraient au total à 30 millions de dollars. Le Directeur général a rendu hommage aux gouvernements affectés, aux organismes des Nations Unies, aux organismes bilatéraux et non gouvernementaux, aux volontaires et aux fonctionnaires du FISE pour leur contribution et leur coopération, en particulier dans la péninsule indienne.

107. De nombreuses délégations ont fait écho aux sentiments de gratitude exprimés par le Secrétaire général pour la rapidité et l'efficacité des mesures prises par le FISE pour faire face aux situations d'urgence (voir par. 6). Outre qu'elles ont exprimé leur reconnaissance au FISE pour avoir organisé l'achat et la livraison de fournitures (voir également par. 130), certaines délégations ont noté

^{37/} Les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies qui peuvent seuls se prononcer sur le statut de cette région par rapport à l'Organisation, n'ont pas encore statué sur cette question. Le nom "Bangladesh" qui est utilisé par les autorités qui contrôlent cette région est donc employé dans ce rapport sans aucune connotation juridique ou politique.

que le Directeur général et le personnel du siège et des bureaux extérieurs du FISE avaient beaucoup contribué à aider les organismes des Nations Unies et les gouvernements à organiser et à fournir les secours d'urgence dans la péninsule indienne, tant sur le plan de l'élaboration de politiques et de programmes généraux que sur celui de la mise au point de mécanismes de coordination. Au niveau des bureaux extérieurs, le personnel du FISE avait collaboré jour après jour, parfois dans des conditions extrêmement difficiles, avec le personnel des gouvernements et des organisations, et avait facilité ainsi sur le plan pratique, l'acheminement de masses considérables de marchandises de secours et la fourniture de services essentiels.

108. Au cours de discussions au Comité du programme et au Conseil, quelques délégations ont trouvé remarquable que le FISE bien qu'il soit en grande partie devenu un organisme de développement, n'ait rien perdu de sa souplesse et de son dynamisme dans son domaine de compétence initial, qui était la fourniture de secours d'urgence. D'autres délégations ont exprimé la crainte que le FISE ne soit victime de son propre succès et que son rôle dans la fourniture de secours d'urgence ne diminue son efficacité en matière d'assistance à long terme. Il fallait veiller à éviter les chevauchements avec les programmes de secours d'autres organismes. Le Directeur général a déclaré qu'à son avis, la directive adoptée par le Conseil en 1965 38/ était toujours valable en règle générale : le FISE ne doit intervenir pendant la phase de fourniture de secours faisant immédiatement suite aux catastrophes que dans des circonstances exceptionnelles, lorsque l'assistance qu'il peut fournir ne peut provenir d'autres sources. Le rôle principal du FISE est de réorienter des fournitures vers des besoins immédiats et surtout de donner une assistance spéciale pour la remise en état des services en faveur de l'enfance. Toutefois, pendant les deux ou trois dernières années, il y a eu des situations dans lesquelles le FISE s'est trouvé uniquement bien placé pour fournir une aide importante pendant la phase des secours d'urgence. Le FISE continuerait à mettre d'abord l'accent sur les programmes à long terme. En attendant, le secrétariat du FISE attendait avec intérêt de pouvoir coopérer de plus en plus étroitement avec le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe des Nations Unies et avec la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge.

109. Le Directeur général a recommandé au Conseil de reconstituer le fonds de réserve pour les secours d'urgence de un million de dollars qu'il était autorisé à utiliser à sa discrétion et, en outre, de lui permettre d'utiliser à sa discrétion les contributions spéciales pour les secours d'urgence. Il est actuellement autorisé à recevoir ces contributions mais il ne peut les dépenser qu'avec le consentement du Conseil. Lors de l'examen de cette dernière recommandation par le Conseil, on a fait valoir que grâce à sa position unique dans beaucoup de pays donateurs éventuels, le FISE avait pu recueillir des contributions spéciales importantes pour faire face aux besoins d'urgence.

38/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément No 15, par. 196 à 201.

On a estimé que, lors de l'établissement de programmes de secours d'urgence au niveau de l'ensemble du système des Nations Unies, il faudrait conserver au FISE un rôle précis en ce qui concerne le type d'assistance qu'il fournit habituellement et en même temps lui confier certaines responsabilités, en matière d'achats et d'autres services, qui dépasseraient légèrement son domaine d'action habituel. Les fonds que le FISE dépenserait pour ces derniers services seraient fournis par l'intermédiaire du service de coordination des Nations Unies. Les fonds nécessaires aux programmes d'assistance du type de celle que fournit le FISE peuvent provenir de différentes sources, à savoir du service de coordination, directement des gouvernements, par l'intermédiaire de comités nationaux du FISE ainsi que d'autres donateurs tels que les organisations non gouvernementales et le grand public.

110. Le Conseil a approuvé les recommandations du Directeur général exposées dans le paragraphe précédent.

IV. SITUATION FINANCIERE

Recettes de 1971

111. Les recettes du FISE en 1971, ainsi que les fonds d'affectation spéciale pouvant faire l'objet d'engagements de la part du Conseil d'administration se sont élevées à 63,7 millions de dollars, soit 4,3 millions de dollars de plus qu'en 1970. Ce montant provenait pour plus de 70 p. 100 des gouvernements, pour 24 p. 100 environ de sources privées (campagnes de collecte, dons de particuliers et recettes provenant de la vente de cartes de vœux), et pour le reste de sources diverses. En outre, le FISE a également manié un volume exceptionnellement important de fonds provenant des organismes des Nations Unies à l'occasion des situations d'urgence dans la péninsule indienne. Ces fonds ont été utilisés en partie pour une assistance du type fourni habituellement par le FISE et en partie pour d'autres marchandises que le FISE peut acheter en vertu de pouvoirs particuliers (voir par. 106 et 109). Ainsi, le montant total des fonds maniés par le FISE en 1971 (recettes, fonds d'affectation spéciale pouvant faire l'objet d'engagements de la part du Conseil et autres fonds d'affectation spéciale) s'est élevé à 90,1 millions de dollars, chiffre annuel record pour le FISE. Le FISE a également reçu des contributions en nature, essentiellement sous forme d'aliments pour les enfants et de fret aérien. La valeur de ces contributions, dont il n'a pas été tenu compte dans les comptes financiers du FISE, s'est élevée au total à 14 millions de dollars. (L'origine des fonds reçus en 1971 et en 1970 est indiquée au tableau 2.)

Contributions des gouvernements

112. L'augmentation globale des recettes en 1971 a été due en grande partie à une augmentation des contributions annuelles ordinaires des gouvernements au FISE. Cette augmentation a été accueillie avec une vive satisfaction encore qu'elle ait été due en partie à une réévaluation des monnaies dans un certain nombre de pays. Le nombre des gouvernements qui ont versé une contribution a atteint le chiffre record de 138. Les contributions des gouvernements, qui se sont élevées à 42,8 millions de dollars en 1971, comprenaient 38,1 millions de dollars pour les contributions ordinaires, 4 millions de dollars versés par 11 gouvernements pour les secours et la reconstruction et 700 000 dollars versés par deux gouvernements pour des projets à long terme précis. En outre, les gouvernements ont versé 600 000 dollars au titre des fonds d'affectation spéciale pouvant faire l'objet d'engagements par le Conseil d'administration (les contributions des gouvernements pour les années 1970 et 1971 sont indiquées à l'Annexe II).

Contributions de sources non gouvernementales

113. Les recettes provenant de campagnes privées d'appels de fonds en 1971 (à l'exception de l'Opération cartes de vœux) et de contributions spontanées se sont élevées au chiffre record de 10,4 millions de dollars. Environ la moitié de ces recettes provenait des collectes organisées aux Etats-Unis et au Canada à

l'occasion de la fête d'Halloween. Les recettes provenant des appels de fonds télévisés en Europe se sont élevées à un million de dollars, contre 0,7 million de dollars l'année précédente. Dans 13 pays, les contributions versées au FISE par des sources non gouvernementales ont dépassé 50 000 dollars en 1971 39/. En outre, le FISE a reçu 900 000 dollars de sources non gouvernementales sous forme de fonds d'affectation spéciale pouvant être engagés pour les activités de secours et de reconstruction 40/.

114. Les recettes provenant de l'Opération cartes de voeux sont examinées au paragraphe 132.

Dépenses de 1971

115. En 1971, les dépenses ont atteint le montant le plus élevé qui ait jamais été enregistré depuis la création du FISE. Les dépenses réglées au moyen des recettes se sont élevées à 56,9 millions de dollars et celles qui l'ont été au titre de fonds d'affectation spéciale se sont élevées à 29,4 millions de dollars, soit un montant total de 86,3 millions de dollars.

Plan financier pour 1972-1975

116. Le Conseil d'administration a approuvé le plan financier pour la période 1972-1975 qui figure dans le rapport du Directeur général sur l'état des travaux (E/ICEF/616, troisième partie, par. 25-33). Le plan établissait les montants estimatifs ci-après :

39/ Suivant l'ordre décroissant des contributions versées, les pays en question étaient les suivants : Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne, Canada, Australie, France, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni, Belgique, Nouvelle-Zélande, Japon, Irlande et Italie.

40/ Voir également l'annexe III, qui donne la liste par pays des contributions de sources non gouvernementales qui ont été versées au FISE en 1970 et 1971, y compris les recettes provenant de l'Opération cartes de voeux. La liste des contributions de sources non gouvernementales versées à des fins spéciales en 1972 figure dans le rapport du Directeur général sur l'état des travaux (E/ICEF/616 (troisième partie)/Corr.1).

Tableau 2

Fonds reçus en 1970 et en 1971

	<u>1970</u>		<u>1971</u>	
	(En millions de dollars des Etats-Unis)			
RECETTES				
<u>Contributions de gouvernements</u>				
1. <u>Contributions annuelles ordinaires</u>		33,6		38,1
<u>Contributions spéciales</u>				
2. Projets à long terme	1,2		0,7	
3. Secours d'urgence et reconstruction	<u>3,0</u>	<u>4,2</u>	<u>4,0</u>	<u>4,7</u>
4. Contributions de gouvernements, total partiel		37,8		42,8
<u>Contributions de sources non gouvernementales pour la masse commune des ressources</u>				
5. Campagne d'Halloween aux Etats-Unis et au Canada	5,1		5,4	
6. Appels de fonds télévisés en Europe	0,7		1,0	
7. Autres collectes et dons de particuliers	<u>1,2</u>	7,0	<u>1,0</u>	7,4
8. <u>pour les projets à long terme</u> (adoptions)		0,8		1,1
9. <u>pour les secours d'urgence et la reconstruction</u>		<u>1,8</u>		<u>1,9</u>
10. Contributions de sources non gouvernementales, total partiel		9,6		10,4
11. <u>Opération cartes de vœux</u>		4,3		4,7
12. <u>Autres recettes</u>		<u>2,6</u>		<u>2,9</u>
13. Total des recettes		54,3		60,8
FONDS D'AFFECTION SPECIALE POUVANT FAIRE L'OBJET D'ENGAGEMENTS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION				
14. <u>Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population</u>		0,6		1,4
<u>Gouvernements</u>				
15. pour les projets à long terme		-		0,4
16. pour les secours d'urgence et la reconstruction		4,5		0,2
<u>Sources non gouvernementales</u>				
17. pour les secours d'urgence et la reconstruction		-		<u>0,2</u>
18. RECETTES ET FONDS D'AFFECTION SPECIALE POUVANT FAIRE L'OBJET D'ENGAGEMENTS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, TOTAL PARTIEL		59,4		63,7
AUTRES FONDS D'AFFECTION SPECIALE				
19. Sommes reçues des organismes des Nations Unies pour les secours d'urgence				22,2
20. Fournitures destinées à être livrées aux gouvernements contre remboursement		3,3		3,2
21. Contributions des gouvernements assistés au titre de la participation aux dépenses locales		<u>0,8</u>		<u>1,0</u>
22. TOTAL GENERAL		63,5		90,1

- a) Engagements qui doivent faire l'objet de demandes de crédits ou de matériel en 1972 et durant les années suivantes : engagements approuvés par le Conseil d'administration antérieurement à 1972 - 95 millions de dollars; engagements approuvés en 1972 - 63 millions de dollars;
- b) Montant envisagé des engagements qui doivent être recommandés lors de la session de 1973 du Conseil d'administration : 75 millions de dollars;
- c) Dépenses : en 1972 - 62 millions de dollars; en 1973 - 68 millions de dollars; en 1974 - 75 millions de dollars;
- d) Recettes, y compris les fonds d'affectation spéciale pouvant être engagés par le Conseil d'administration : en 1972 - 67-70 millions de dollars; en 1973 - 70-74 millions de dollars; en 1974 - 74-80 millions de dollars;
- e) Disponible et sommes à recevoir des gouvernements en fin d'exercice : le plan financier est, dans l'ensemble, conforme aux directives du Conseil d'administration qui disposent que cet élément ne doit pas être inférieur à la moitié des dépenses prévues pour l'année suivante.

Objectif de 100 millions de dollars et appui accordé par les gouvernements et le public

117. Les membres du Conseil d'administration ont estimé que le montant des recettes mises à la disposition du FISE pour ses programmes à long terme et au titre des secours d'urgence avaient marqué une progression encourageante. Toutefois, de nombreux membres ont souligné la nécessité de doter le FISE de recettes annuelles ordinaires sensiblement accrues afin de lui permettre de mieux venir en aide aux pays en voie de développement dans le cadre de programmes à long terme.

118. La déclaration du Directeur général selon laquelle la grande majorité des enfants du monde continuaient à devoir "lutter chaque jour pour leur subsistance" (E/ICEF/616, première partie, par. 31) témoigne de l'ampleur et de l'urgence de la tâche à accomplir. Les membres du Conseil d'administration ont fait observer que le Secrétaire général estimait indispensable d'exercer le maximum d'efforts en vue d'atteindre l'objectif de 100 millions de dollars de recettes d'ici 1975 fixé par le FISE, en raison du "rôle central et essentiel" que joue le FISE dans la mise en valeur des ressources humaines (voir par. 8). On a souligné que pour atteindre cet objectif, il suffirait d'une augmentation de quelque 11 millions de dollars par an, montant qui était relativement peu élevé si on le comparait aux sommes considérables que l'on avait réussi à recueillir dans des situations d'urgence dramatiques. Un certain nombre de délégations ont jugé que l'objectif lui-même était modeste si l'on songeait tant aux besoins qu'aux possibilités d'utiliser effectivement l'aide fournie par le FISE, et on a exprimé l'espoir que cet objectif serait atteint avant l'année 1975. Après avoir évoqué le fait que les gouvernements de plusieurs pays avancés n'avaient cessé d'augmenter généreusement le montant des contributions qu'ils versaient au FISE, le Conseil d'administration a lancé un appel pour que d'autres gouvernements accordent à leur tour un appui sensiblement accru.

119. Tout en reconnaissant que la réalisation de cet objectif dépendait avant tout de la façon dont réagiraient les gouvernements, le Conseil d'administration a exprimé sa profonde reconnaissance aux comités nationaux du FISE pour le rôle important qu'ils jouaient lors des campagnes d'appels de fonds et lors de la vente des cartes de vœux. Hommage a été rendu aux milliers de particuliers qui travaillaient pour le FISE à titre bénévole. Comme il est indiqué au paragraphe 111, près d'un quart des recettes mises à la disposition du FISE en 1971 provenait de sources privées 41/. En outre, les comités nationaux ont largement contribué dans les pays avancés à mieux faire prendre conscience à l'opinion publique des besoins des enfants qui vivent dans les pays en voie de développement et de la portée des activités déployées par le FISE.

120. Le fait que les organisations non gouvernementales souhaitent de plus en plus oeuvrer en coopération avec les comités nationaux du FISE a été accueilli avec satisfaction. Le Conseil d'administration a noté qu'un certain nombre de consultations avaient eu lieu à titre individuel pendant la session entre des fonctionnaires des bureaux extérieurs du FISE et des représentants de diverses organisations non gouvernementales afin d'examiner la possibilité d'établir des liens de coopération pour l'exécution des programmes. On s'est félicité de la tendance de plus en plus nette à établir une coopération pour des projets déterminés ou dans certains domaines d'assistance, coopération qui, bien que ne contribuant pas d'une manière générale à augmenter directement le montant des propres ressources du FISE, permet toutefois d'accorder une aide accrue aux enfants suivant des modalités qui tiennent compte des priorités définies au niveau national. Le Conseil d'administration a écouté avec intérêt une déclaration faite par le Président du Comité d'organisations non gouvernementales auprès du FISE, lequel représente 85 organisations internationales dotées du statut consultatif auprès du FISE, déclaration dans laquelle le Président du Comité a exposé la façon dont les liens entre le FISE et les organisations non gouvernementales avaient été renforcés durant l'année écoulée et a suggéré un certain nombre d'initiatives qui pourraient être prises de part et d'autre en vue d'accroître cette coopération (E/ICEF/NGO/134) 42/.

41/ Voir également le paragraphe 113.

42/ Pour plus de précision au sujet de la participation des organisations non gouvernementales aux délibérations du Conseil d'administration sur diverses questions ayant trait aux programmes, se reporter aux paragraphes 79 et 96 et aux notes de bas de page 18-22, 25-27 et 33-34. L'appui général dont bénéficient les activités du FISE a été illustré par une déclaration qu'ont faite devant le Conseil d'administration des représentants de la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales (E/ICEF/NGO/130) et de la Jeune Chambre internationale (E/ICEF/NGO/139).

V. RAPPORT DU COMITE DU BUDGET D'ADMINISTRATION

121. Le Conseil d'administration était saisi du rapport du Comité du budget d'administration sur la session qu'il avait tenue du 20 au 28 avril 1972 (E/ICEF/AB/L.118 et Corr.1), portant sur les rapports financiers du FISE, le projet de budget des services d'appui aux programmes et des services administratifs, le Centre d'emballage et d'emmagasinement du FISE à Copenhague et l'Opération cartes de vœux.

Rapports financiers du FISE et rapports du Comité des commissaires aux comptes

122. Après avoir examiné le rapport du Comité du budget d'administration (voir E/ICEF/AB/L.118 et Corr.1, par. 5 à 11), le Conseil d'administration a noté que le Comité avait examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes du FISE pour l'exercice 1970 et les mesures prises par le Directeur général pour donner suite à ces observations et en avait pris note. Le Directeur général a indiqué qu'à l'avenir il présenterait au Comité, tous les ans ou tous les deux ans, des rapports systématiques sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Le Comité avait également examiné les états financiers du FISE pour l'exercice 1971 (E/ICEF/AB/L.114 et Corr.1) sur lesquels le Comité des commissaires aux comptes n'avait pas encore présenté de rapport et en avait pris note.

Crédits additionnels demandés pour 1972

123. Sur la recommandation du Comité, le Conseil d'administration a approuvé pour 1972 des crédits additionnels d'un montant brut de 421 300 dollars au titre des services d'appui aux programmes et de 167 500 dollars au titre des services administratifs, dont il est question dans le document E/ICEF/AB/L.115; il a également approuvé un engagement de dépenses correspondant à ces montants. En ce qui concerne les crédits additionnels demandés, qui comprennent notamment les dépenses qu'entraînera le transfert du Bureau européen du FISE de Paris à Genève, on a attiré l'attention sur l'avantage qu'il y avait à procéder dès à présent à ce transfert, car des locaux sont actuellement mis gratuitement à la disposition du FISE au Palais des Nations, indépendamment de toute décision qui pourrait être prise ultérieurement quant à l'emplacement du siège du FISE (E/ICEF/AB/L.118 et Corr.1, par. 15-16). Le Comité a également reçu des informations du Contrôleur sur l'effet général que les réajustements de certaines monnaies par rapport au dollar des Etats-Unis avaient eu sur les finances du FISE (E/ICEF/AB/L.118, par. 13-14).

Budget des services d'appui aux programmes et des services administratifs pour 1973

124. Sur la recommandation du Comité du budget d'administration, le Conseil d'administration a approuvé pour 1973 les crédits d'un montant brut de 10,1 millions de dollars (8,8 millions net) au titre des services d'appui aux programmes et de six millions (5,4 millions net) au titre des services administratifs demandés

par le Directeur général (E/ICEF/AB/L.116). Il a également approuvé un engagement de dépenses correspondant à ces montants.

125. Lorsque le Comité a examiné les demandes de crédits, on s'est généralement accordé à reconnaître qu'il fallait utiliser le personnel de façon rationnelle et que les dépenses de personnel devaient être réduites au maximum. Cependant, deux points de vue importants se sont dégagés de la discussion, points de vue qui ont également été exprimés au cours des débats du Conseil. Certaines délégations se sont inquiétées de l'augmentation constante du budget, notamment des dépenses de personnel, et ont estimé que le Directeur général devait s'attacher en particulier à assurer un maximum d'économies dans la préparation du budget pour 1974. D'autres délégations ont félicité le FISE pour l'efficacité de ses opérations et ont estimé que les crédits demandés étaient relativement modestes eu égard aux nouvelles responsabilités que le Conseil souhaitait voir assumer par le FISE dans les opérations sur le terrain. Certaines délégations, de même que le Directeur général, ont souligné qu'il était important de faire une distinction entre les dépenses purement administratives et les dépenses d'appui aux programmes, qui étaient de plus en plus appréciées par les pays en voie de développement dans le cadre de l'assistance qu'ils recevaient du FISE 43/.

126. Plusieurs délégations ont estimé qu'il serait souhaitable qu'une étude soit faite de préférence par une personne n'appartenant pas au personnel du FISE, de la structure administrative du FISE sur la base des hypothèses qui permettent d'établir les grandes lignes du budget; une telle étude viserait à déterminer la relation existant entre l'efficacité des programmes et le coût des services administratifs et des services d'appui aux programmes. Le Directeur général a déclaré qu'il était tout à fait prêt à faire procéder à une telle étude si le Conseil décidait d'ouvrir les crédits nécessaires.

127. Au cours des discussions qui ont eu lieu tant au Comité qu'au Conseil, on a attiré l'attention sur l'importance des dépenses des services administratifs et des services d'appui aux programmes par rapport au chiffre total des dépenses du FISE. Pour 1973, on a estimé que les dépenses des services administratifs représenteraient 7,2 p. 100 des dépenses totales et celles des services d'appui aux programmes, 11,8 p. 100. On a fait observer que ces chiffres rendaient insuffisamment compte du volume de travail du personnel, étant donné que le montant total des dépenses qui sert pour calculer ces pourcentages ne comprend pas les fonds d'affectation spéciale, d'un montant considérable, que les organismes des Nations Unies ont mis à la disposition du FISE pour des opérations de secours d'urgence, ni la valeur des donations en nature (voir par. 111). C'est ainsi que si l'on tenait compte de la valeur des fonds et des fournitures supplémentaires reçus en 1971, les dépenses des services administratifs ne représenteraient que 4,7 p. 100 des dépenses totales et celle des dépenses d'appui aux programmes 7,3 p. 100.

43/ Pour une discussion plus détaillée de ces questions voir le rapport du Comité du budget d'administration (E/ICEF/AB/L.118 et Corr.1, par. 20 à 25), la déclaration du Directeur général à la suite de la discussion générale (E/ICEF/CRP/72-37, par. 36) et le compte rendu analytique publié sous la cote E/ICEF/SR.436.

128. D'autres questions dont le Comité a pris note lors de l'examen du projet de budget comprenaient notamment le fait que le FISE commençait à avoir davantage recours à des experts recrutés dans les pays assistés, le fait que le FISE faisait appel à un plus grand nombre de fonctionnaires locaux dans ses bureaux extérieurs et l'emploi de personnel associé aux programmes (volontaires) qui secondaient l'observation et l'exécution des programmes (E/ICEF/AB/L.118 et Corr.1, par. 30 et 31) 44/. Une délégation membre du Conseil d'administration a estimé que les pays socialistes étaient insuffisamment représentés au sein du personnel du FISE, au siège et en particulier dans les bureaux européens, et que cette situation devait être rectifiée; cette délégation, ainsi qu'une autre, a également estimé que le FISE devrait faire davantage appel à des experts des pays socialistes.

Centre d'emballage et d'emmagasinement du FISE à Copenhague (UNIPAC)

129. Sur la recommandation du Comité, le Conseil d'administration a approuvé le budget révisé pour l'exercice 1972 du Centre d'emballage et d'emmagasinement du FISE à Copenhague dont le montant s'élève à 1,4 million de dollars et le budget pour l'exercice 1973, représentant au total 1,4 million de dollars, tels qu'ils ont été présentés par le Directeur général (E/ICEF/AB/L.117 et Add.1). Il a également autorisé le Directeur général à engager, si nécessaire, des dépenses supplémentaires dépassant de 20 p. 100 au maximum le montant prévu au budget d'exploitation, afin de permettre l'augmentation éventuelle du volume des expéditions, et à effectuer, le cas échéant, des virements de compte à compte. Les frais d'exploitation du Centre n'exigent pas d'engagement de fonds particuliers de la part du Conseil d'administration, car ils sont couverts par une surtaxe sur le coût des fournitures et du matériel expédiés par le Centre.

130. Certaines délégations ont noté avec intérêt que le FISE avait offert les installations et les services du Centre à d'autres organismes des Nations Unies et que cette offre était examinée activement par plusieurs d'entre eux. Le rôle précieux joué par le Centre dans les secours d'urgence des Nations Unies est apparu clairement lors des récentes opérations sur la péninsule indienne 45/. Certains membres du Comité ont regretté qu'il soit nécessaire de différer l'installation du Centre dans des locaux mieux adaptés à ses opérations, étant donné le taux d'intérêt élevé actuellement en vigueur sur les emprunts aux fins de construction.

44/ A ce propos, voir également par. 94 sur les volontaires.

45/ Voir par. 107; pour un examen supplémentaire de cette question, voir le rapport du Directeur général sur l'état des travaux (E/ICEF/616, deuxième partie, par. 124 et 126).

Opération cartes de voeux

Rapports financiers

131. Le Conseil d'administration a examiné le rapport du Comité du budget d'administration (E/ICEF/AB/L.118 et Corr.1) et a noté que le Comité avait examiné le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations concernant les cartes de voeux pour la campagne 1969 et les mesures prises par le Directeur général pour répondre à ces observations et en avait pris note. Le Directeur général rendrait ultérieurement compte des mesures prises en ce qui concerne l'Opération cartes de voeux comme il l'a fait pour les mesures décrites au paragraphe 122 en ce qui concerne les comptes financiers du FISE. Le Comité avait aussi examiné le rapport financier de l'Opération cartes de voeux pour la campagne de 1970 (E/ICEF/AB/L.111) au sujet duquel le Comité des commissaires aux comptes n'avait pas encore fait rapport, et en avait pris note.

132. Plus de 72,4 millions de cartes de voeux et plus de 570 000 calendriers ont été vendus, au total, pendant la campagne de 1970, ce qui a valu au FISE des recettes nettes de 4,7 millions de dollars soit 400 000 dollars de plus que l'année précédente. On s'est félicité du succès obtenu par l'Opération cartes de voeux, qui s'est traduit par une augmentation des ventes et des recettes 46/.

133. Les membres du Comité ont examiné les moyens de diminuer le nombre des invendus. Ils ont également examiné la possibilité de compléter dans une plus large mesure les modèles ordinaires par des cartes plus petites et meilleur marché, ainsi que d'autres aspects du choix des cartes et de l'emballage (E/ICEF/AB/L.118 et Corr.1, par. 39 et 40).

Etude d'ensemble

134. Le Comité était saisi d'une étude de l'organisation et de la gestion de l'Opération cartes de voeux effectuée par un bureau de consultants en matière de gestion (E/ICEF/AB/WP.1). Les auteurs de l'étude ont observé que l'Opération cartes de voeux était une réussite depuis des années et avait contribué de manière appréciable à grossir le montant des ressources du FISE. Toutefois, certaines difficultés étaient apparues du fait même de l'ampleur prise par l'Opération et il était temps d'envisager, pour faire face aux problèmes qui se poseraient à l'avenir, certaines modifications des procédures, de l'organisation et de la dotation en effectifs. Les auteurs de l'étude ont formulé un certain nombre de recommandations à cet égard. Ces recommandations ont été appuyées par le Comité et approuvées par le Conseil.

46/ Le rapport provisoire pour la campagne de 1971 (E/ICEF/AB/L.113/Add.1), présenté en liaison avec le projet de budget de l'Opération cartes de voeux pour la campagne de 1972 (Ibid., par. 2 et tableau 1) indique que 82 millions de cartes ont été vendues et que les recettes nettes de l'Opération sont estimées à 6,3 millions de dollars, qui figureront dans les comptes du FISE en 1972.

Le Directeur général a été prié d'appliquer les recommandations de l'étude dès qu'il estimerait être en mesure de le faire (E/ICEF/AB/L.118 et Corr.1, par. 41 à 49). (Les aspects budgétaires de cette action sont traités au paragraphe 136 ci-après.)

Projet de budget - session de 1972

135. Le Conseil a noté que le Comité avait approuvé le projet de budget d'exploitation de l'Opération cartes de vœux pour la campagne de 1972, dont le montant brut s'élève au total à 5,1 millions de dollars, et avait autorisé l'engagement par anticipation de dépenses pour la campagne de 1973, comme indiqué en détail dans le projet de budget présenté par le Directeur général (E/ICEF/AB/L.113 et Corr.1). Les fonds nécessaires pour alimenter le budget de l'Opération cartes de vœux ont été prélevés à titre d'avance sur les ressources générales du FISE; ils ont été reversés ultérieurement quand on a disposé du produit des ventes.

136. Le projet de budget ayant été établi au moment même où a été effectuée l'étude d'ensemble de l'Opération cartes de vœux (voir par. 134), il ne comporte pas de programme relatif à l'application des recommandations de l'étude. Cependant, le Directeur général a indiqué au Comité qu'il comptait examiner la possibilité d'appliquer certaines recommandations dans le cadre du budget de 1972. L'application d'autres recommandations devrait, d'après lui, être préparée plus minutieusement et il s'attellerait à cette tâche après la campagne de vente de 1972; le projet de budget de 1973 tiendrait compte de certaines d'entre elles.

VI. CONDUITE DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

137. Le Conseil a examiné les moyens d'améliorer la conduite de ses travaux et de ceux du Comité, quant à la procédure et quant au fond. A ce sujet, le Conseil était saisi d'un document du Directeur général appelant l'attention sur les vues les plus marquantes déjà exprimées par les délégations au cours de réunions ou à d'autres occasions; il avait été possible de tenir compte de certaines de ces vues en organisant la session en cours. En outre, le Directeur général a présenté ses propres observations et recommandations qui visaient essentiellement à déterminer les moyens susceptibles de permettre au Conseil de parvenir, dans la conduite de ses travaux, à un meilleur équilibre entre la tâche d'orientation générale, d'une part, et l'examen et l'approbation des différents projets proposés, d'autre part (E/ICEF/L.280).

138. Les membres du Conseil ont généralement estimé que l'on passait trop de temps à présenter et à examiner les différents projets. En même temps, ils ont reconnu que la tâche d'orientation générale ne pouvait être menée à bien que si l'on se rendait compte des problèmes posés, dans des cas précis, par l'application des politiques en vigueur et de leurs effets sur le terrain, ce à quoi on ne pouvait parvenir que si le Conseil passait en revue, de manière assez détaillée, les activités relatives aux projets (élaboration, appui et évaluation).

139. Le Directeur général a proposé d'aborder ce problème, essentiellement, de deux façons : 1) le choix, selon certains critères, de certains projets qui seraient présentés au Conseil avec une large documentation de nature à donner une idée claire du projet, de l'intérêt qu'il présente pour l'enfance, des priorités des gouvernements, des autres apports des Nations Unies, de ses incidences sur l'orientation du programme et la politique générale, etc., les autres projets seraient présentés au Conseil avec, à l'appui, de brèves descriptions ne comprenant pas plus d'un ou de deux paragraphes; 2) la limitation des présentations faites de vive voix par les directeurs régionaux a) à des exposés de caractère général appelant l'attention sur les faits nouveaux touchant les intérêts du FISE qui se sont produits dans la région et sur les projets influant l'orientation du programme et b) à la présentation d'un ou deux projets par région seulement, pour lesquels une large documentation aurait été élaborée.

140. Le Directeur général a estimé que le Conseil devrait continuer à approuver les propositions de projets; il ne refusait pas d'accepter de nouvelles responsabilités mais il estimait que si le Conseil ne demeurerait pas responsable de l'approbation des projets, son examen de ceux-ci s'amenuiserait progressivement et sa discussion de la politique tendrait à devenir moins valable. De plus, le Directeur général ne recommandait pas au Conseil de fixer pour chaque pays, comme un représentant l'avait proposé, des chiffres indicatifs de planification. Il estimait qu'il était préférable que le Secrétariat travaille à aider les gouvernements à élaborer des programmes à long terme relatifs à l'aide du FISE qui, en fait, ferait bénéficier les gouvernements de l'avantage essentiel des chiffres indicatifs de planification, à savoir l'assurance qu'une aide serait fournie pendant un certain nombre d'années, généralement pendant la durée du

plan national de développement. Cette procédure, estimait-il, assurait que les ressources du FISE seraient utilisées avec la souplesse qui était particulièrement essentielle étant donné que l'aide limitée fournie par le FISE était surtout appelée à jouer un rôle de catalyseur et non à compléter les budgets nationaux.

141. Le Directeur général a souscrit à une suggestion suivant laquelle la planification financière, pour ce qui est du rapport entre le montant total des fonds engagés par le FISE et les ressources escomptées, pourrait être confiée au Comité du budget d'administration. Cela signifierait essentiellement que le plan financier présenté par le Directeur général dans son rapport général sur l'état des travaux (voir par. 116) figurerait à l'ordre du jour de ce comité.

142. Les délégations ont généralement estimé que les efforts faits pour tenir compte de diverses suggestions tendant à améliorer la conduite des travaux du Conseil s'étaient traduits lors de la session en cours par de bons résultats. L'expérience de la session indiquait que les réunions du Conseil et du Comité du programme pouvaient être limitées à deux semaines, comme le Conseil le souhaitait. Les Présidents du Conseil et du Comité du programme ont été félicités pour leur manière dynamique de diriger les débats.

143. On a généralement convenu que de nouvelles améliorations pouvaient être réalisées en s'inspirant des recommandations du Directeur général. Une délégation, notant que le Directeur général ne recommandait pas de fixer des chiffres indicatifs de planification, a estimé que, le FISE inscrivant son assistance dans le cadre des programmes par pays du FNUD, il serait indispensable de prévoir sous une forme ou sous une autre un chiffre de planification pour chaque pays et que le Directeur général devrait être en mesure d'apporter toute modification qu'il jugeait nécessaire à un programme particulier afin d'atteindre les objectifs généraux jugés souhaitables par le Conseil.

144. Les délégations ont exprimé diverses opinions sur les questions de procédure, notamment sur la manière dont les travaux du Conseil et du Comité du programme pourraient être organisés ^{47/}, sur les dispositions que l'on pourrait envisager de prendre en ce qui concerne l'échelonnement des sessions du Comité du programme et du Comité du budget d'administration par rapport à celles du Conseil, sur la possibilité de limiter les interventions faites verbalement par diverses catégories de participants et sur les moyens de rendre la discussion générale moins diffuse en discutant séparément les questions exigeant des décisions du Conseil. On a aussi fait des suggestions impliquant une réduction du nombre des principales questions à traiter au cours de chaque session donnée, l'établissement de brefs résumés de documents de travail et la création éventuelle de comités spéciaux chargés de passer en revue des programmes portant sur des domaines déterminés (voir par. 148). Les vues de la plupart des délégations étaient fondées sur la conviction que le Conseil devait continuer à se réunir chaque année et que le Comité du programme devait être maintenu.

^{47/} Une série de suggestions détaillées faites par la délégation canadienne ont ensuite été diffusées sous forme de document de séance (E/ICEF/CRP/72-44).

145. En réponse à une proposition formulée par une délégation, le Directeur général a dit que le Secrétariat établirait une compilation à jour des résolutions essentielles de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social concernant le FISE, en groupant leurs dispositions par sujet.

146. Les délégations ont été nombreuses à souligner l'importance d'une distribution ponctuelle des documents dans les diverses langues de travail. Les membres n'étaient pas en mesure de participer pleinement aux travaux du Conseil lorsque les documents étaient distribués trop tard pour que les délégations puissent tirer parti des vues exprimées par les services gouvernementaux intéressés. Le Directeur général a reconnu qu'il était nécessaire de distribuer les documents plus rapidement; il comptait faire de son mieux pour améliorer la situation.

147. Plusieurs délégations ont jugé souhaitable que le Conseil adopte le système en pratique dans les organes similaires et se fasse soumettre pour approbation un projet de rapport à la fin de sa session. Le Directeur général a attiré l'attention des membres sur le fait que sur le plan pratique la durée de la session et le contenu du rapport tel qu'il est conçu actuellement souffriraient dans une certaine mesure de l'adoption de ce système. Il serait pourtant sans doute possible d'établir un rapport concis donnant un résumé des conclusions et des décisions auxquelles on est parvenu au cours de la session, de les faire approuver par le Conseil et de les inclure, pour l'essentiel, dans un rapport plus complet sur les travaux du FISE destiné au Conseil économique et social.

148. Le Conseil a approuvé les recommandations du Directeur général en ce qui concerne la conduite des travaux (voir par. 139-141 ci-dessus), étant entendu que lorsque l'ordre du jour et la conduite des travaux de la session de 1973 seraient établis, ils comprendraient dans la mesure du possible les idées avancées au cours des débats de la session actuelle. Le Conseil aurait de nouveau à son ordre du jour un point relatif à la conduite des travaux et le Directeur général ferait distribuer un document avant le début de la session dans lequel il soulignerait l'importance de ces vues dont le Conseil devrait poursuivre l'examen (voir par. 144).

VII. AUTRES QUESTIONS

Sujets devant être examinés au cours des sessions à venir

149. Au cours de la session, on a pris certaines décisions et exprimé certaines vues ayant un rapport direct avec les préparatifs de la session de 1973 et des sessions ultérieures. La session de 1973 refléterait les changements apportés à la conduite des travaux du Conseil (voir par. 137-148). Ce dernier examinerait une étude sur l'enseignement extrascolaire que le Conseil international du développement de l'enseignement (voir par. 75) est en train d'établir pour l'UNICEF ainsi qu'une version révisée de l'Etude perspective (voir par. 22-23). Une étude des organisations de transport recevant une assistance du FISE serait communiquée au Conseil en 1973 ou en 1974. A la session de 1974, le Conseil serait saisi d'un rapport sur la situation des enfants et des adolescents (voir par. 23) et d'une évaluation des services en faveur des jeunes enfants (voir par. 92). Parmi les propositions qui doivent être examinées au cours des sessions à venir, il faut noter celles qui visent à évaluer l'expérience acquise en matière de programmes de planification de la famille, de services sanitaires et de services de protection sociale.

Examen des travaux du FISE par l'Assemblée générale

150. A la vingt-sixième session, on pouvait lire dans un rapport de la Troisième Commission : "On a fait observer que, vu la contribution croissante que le FISE apportait aux efforts déployés par les Nations Unies en faveur du développement, il serait plus judicieux de renvoyer la section du rapport du Conseil économique et social consacrée au FISE à la Deuxième Commission, qui l'examinerait au même titre que d'autres activités opérationnelles pour le développement" 48/.

151. Cette position a été celle d'un certain nombre de délégations au cours du débat du Conseil et il a été décidé qu'il en serait fait état dans le rapport du Conseil d'administration pour que le Conseil économique et social en prenne connaissance. Le Conseil a également prié le Directeur général de faire savoir au Secrétaire général qu'il espérait que l'examen par l'Assemblée générale des travaux du FISE serait confié à la Deuxième Commission, si possible dès la vingt-septième session de l'Assemblée générale.

48/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, point 12 de l'ordre du jour, document A/8588, par. 9.

ANNEXE I

Assistance approuvée en 1972 à la fin de la session du Conseil d'administration, par pays

Région/Pays	Cote E/ICEF/	Projet	Pour la période	Approuvé		Futures demandes probables en crédits ou en matériel				
				Montant		1972	1973	1974	1975	1976
				Engagement	Frise en note					
				(En dollars des Etats-Unis)			(En milliers de dollars des Etats-Unis)			
AFRIQUE										
Algérie	P/L.1496	Services de santé	1972-1973	338 000		129	209	-	-	-
Botswana	P/L.1506	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	150 000 ^{a/}		136,2	13,8	-	-	-
Burundi	P/L.1502	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	206 000		102,6	103,4	-	-	-
Cameroun	P/L.1514	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	395 000		253	142	-	-	-
Côte d'Ivoire	P/L.1498	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	233 000		76,5	156,5	-	-	-
Dahomey	P/L.1513	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	159 000		122	37	-	-	-
Ethiopie	P/L.1515	Services en faveur de l'enfance	1972-1974	1 041 000		377	259	405	-	-
Gambie	P/L.1522	Services en faveur de l'enfance	1972-1975	236 000		67	89	59	21	-
"	"	Enseignement	1973-1975		80 000	-	19	21	40	-
Ghana	P/L.1504	Services de santé	1972-1973	130 000		115	15	-	-	-
Kenya	P/L.1492	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	765 000		180	67	248	270	-
Lesotho	P/L.1547	Services en faveur de l'enfance	1972-1975	472 000		105	132	125	110	-
Malawi	P/L.1535	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	340 000		249	91	-	-	-
"	"	Enseignement et services de santé	1972-1973		300 000	-	300	-	-	-
Maroc	P/L.1554	Mise au point d'aliments à haute teneur de protéines	1972-1976	758 000		484	204	70	-	-
Mauritanie	P/L.1532	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	64 000		-	64	-	-	-
Niger	P/L.1495	Enseignement	1972-1973	74 000		31	43	-	-	-
Nigeria	P/L.1545	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	2 238 000		1 618,7	619,3	-	-	-
Ouganda	P/L.1494	Alimentation et formation nutritionnelle	1972-1975	91 000		17,5	25,5	33	15	-
République centrafricaine	P/L.1505	Services en faveur de l'enfance	1972-1974	224 000		64	48	112	-	-
Rwanda	P/L.1499	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	194 000		127,4	66,6	-	-	-
Sénégal	P/L.1540	Services en faveur de l'enfance	1972-1974	471 000		139	167	165	-	-
"	"	Enseignement pour les femmes et les jeunes filles	1972-1974		356 000	136	110	110	-	-

^{a/} Y compris 74 000 dollars qui seront financés par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (67 200 dollars en 1972 et 6 800 dollars en 1973).

ANNEXE I (suite)

Région/Pays	Cote E/ICEF/	Projet	Pour la période	Approuvé		Futures demandes probables en crédits ou en matériel				
				Engagement	Prise en note	1972	1973	1974	1975	1976
AFRIQUE (suite)										
Sierra Leone	P/L.1523	Services en faveur de l'enfance	1972-1974	320 000		93	103	124	-	-
" "	"	Services de santé	1972-1974		743 000	248	248	247	-	-
Somalie	P/L.1507	Services de santé	1972-1973	196 000		77,3	118,7	-	-	-
Souaziland	P/L.1552	Services en faveur de l'enfance	1972-1976	377 000 ^{b/}		110,5	46	84	68,5	68
Togo	P/L.1548	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	168 000		78,5	89,5	-	-	-
Tunisie	P/L.1568	Préparations alimentaires pour les enfants ^{c/}	1972-1974	667 000		388	216	63	-	-
Régional	P/L.1501	Enseignement supérieur en soins infirmiers	1972-1975	70 000		13	16	21	20	-
Régional	P/L.1503	Formation en matière de; diététique et de nutrition	1972-1975	216 000		72	72	72	-	-
TOTAL POUR L'AFRIQUE										
Engagement				10 593 000		5 226,2	3 213,3	1 581	504,5	68
Prise en note					1 479 000	384	677	378	40	-
ASIE										
Afghanistan	P/L.1558	Approvisionnement en eau des communautés rurales	1972-1975	1 250 000		650	205	395	-	-
"	"	" "	" "		200 000	70	70	60	-	-
Bangladesh ^{d/}	P/L.1565	Secours et relèvement	1972	3 000 000 [/]		3 000	-	-	-	-
Birmanie	P/L.1542	Protection de la famille et de l'enfance	1973-1975	133 000		43	45	45	-	-
Inde	P/L.1544	Nutrition : boissons riches en protéines végétales pour les enfants "Miltone"	Fin 1973	150 000		150	-	-	-	-
Inde	P/L.1555	Services en faveur des jeunes enfants	1972-1973	1 864 000		1 470	394	-	-	-

^{b/} Y compris 90 600 dollars qui seront financés par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (67 500 dollars en 1972, 11 000 dollars en 1973 et 12 100 dollars en 1974).

^{c/} Ce projet a été "pris en note" par le Conseil d'administration à sa session d'avril 1971 (E/ICEF/P/NP/L.3); au cours de la session de 1972, le Gouvernement suédois a annoncé une contribution spéciale pour ce projet et le montant de l'engagement révisé s'élève maintenant à 667 000 dollars.

^{d/} Les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, qui sont seuls qualifiés pour décider du statut de cette région en ce qui concerne l'Organisation, n'ont pas encore tranché cette question. L'appellation "Bangladesh", employée par les autorités qui commandent cette région est donc utilisée dans le présent document sans signification juridique ni politique.

ANNEXE I (suite)

Région/Pays	Cote E/ICEF/	Projet	Pour la période	Approuvé		Futures demandes probables en crédits ou en matériel				
				Engagement (En dollars des Etats-Unis)	Prise en note (En dollars des Etats-Unis)	1972	1973	1974	1975	1976
						(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
ASIE (suite)										
Inde	P/L.1493	Services intégrés en faveur de l'enfance et de la jeunesse dans les zones urbaines	1972-1974	935 000	56	511,5	367,5	-	-	
Indonésie	P/L.1562	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	1 373 000	1 021,5	351,5	-	-	-	
Laos	P/L.1509	Services de santé	1973	111 000	-	111	-	-	-	
Malaisie	P/L.1550	Services en faveur de l'enfance	1973-1974	690 000	323 ^{e/}	282	85	-	-	
Pakistan	P/L.1563	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	1 000 000	-	1 000	-	-	-	
Philippines	P/L.1546	Services en faveur de l'enfance	1972-1975	1 183 000 ^{f/}	259	274	309	341	-	
République de Corée	P/L.1539	Services en faveur de l'enfance	1973-1975	1 129 000	382	387	360	-	-	
République du Viet-Nam	P/L.1556	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	486 000	325	161	-	-	-	
Singapour	P/L.1530	Services d'orientation pour les enfants	Fin 1973	12 000	12	-	-	-	-	
Thaïlande	P/L.1551	Services en faveur de l'enfance	1973-1974	2 392 000 ^{g/}	905,5	1 105,5	381	-	-	
Iles du Pacifique : pays et territoires	P/L.1524	Engagement global	1972-1973	287 000	118	169	-	-	-	
TOTAL POUR L'ASIE				15 995 000	8 715 70	4 996,5 70	1 942,5 60	341	-	
Engagement										
Prise en note					200 000					

^{e/} Y compris 40 000 dollars en sus des dépenses d'enseignement pour 1971.

^{f/} Y compris 46 000 dollars pour la lutte contre la lèpre pour laquelle l'Ordre souverain de Malte fournit des contributions.

^{g/} Y compris 692 000 dollars qui seront financés par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (230 000 dollars en 1972, 231 000 dollars en 1973 et 231 000 dollars en 1974).

ANNEXE I (suite)

58

Région/Pays	Cote E/ICEF/	Projet	Pour la période	Approuvé		Futures demandes probables en crédits ou en matériel				
				Montant		1972	1973	1974	1975	1976
				Engagement (En dollars des Etats-Unis)	Prise en note (En dollars des Etats-Unis)					
<u>MEDITERRANEE ORIENTALE</u>										
Egypte	P/L.1529	Services en faveur de l'enfance dans les communautés urbaines	1972-1973	40 000		23	17	-	-	-
Irak	P/L.1528	Eradication du paludisme	1972-1974	180 000		90	90	-	-	-
Iran	P/L.1489	Services de santé et planifi- cation de la famille	1972-1974	1 161 000 ^{h/}		963	149	49	-	-
Jordanie	P/L.1500	Enseignement	1972-1977	900 000		81	154	175	175	165 ^{i/}
Oman	P/L.1526	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	188 000		143	45	-	-	-
République arabe syrienne	P/L.1538	Services en faveur de l'enfance	1972-1975	900 000		181	237	239	243	-
Soudan	P/L.1490	Services en faveur de l'enfance	1972-1975	2 244 000		598,7	478,7	552,8	613,8	-
"	"	"	1972-1975		1 898 000	376,7	404,7	546,8	569,8	-
Turquie	P/L.1497	Services en faveur de l'enfance	1972-1973	165 000		106,7	58,3	-	-	-
Yémen	P/L.1491	Services en faveur de l'enfance	1972-1975	1 642 000		227	432	483	500	-
"	"	"	1972-1975		1 064 000	266	266	266	266	-
TOTAL POUR LA MEDITERRANEE ORIENTALE										
		Engagement		7 420 000		2 413,4	1 661	1 498,8	1 531,8	165 ^{i/}
		Prise en note			2 962 000	642,7	670,7	812,8	835,8	
<u>EUROPE</u>										
Yougoslavie	P/L.1544	Santé	1972	70 000		70				
TOTAL POUR L'EUROPE					70 000					

h/ Y compris 693 000 dollars qui seront financés en 1972 par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

i/ Les 150 000 dollars restant sur l'engagement seront demandés en 1977.

ANNEXE I (suite)

Région/Pays	Cote E/ICEF/	Projet	Pour la période	Approuvé		Futures demandes probables en crédits ou en matériel				
				Montant		1972	1973	1974	1975	1976
				Engagement (En dollars des Etats-Unis)	Prise en note					
(En milliers de dollars des Etats-Unis)										
<u>AMERIQUES</u>										
Brésil	P/L.1537	Services de santé	1972-1974	1 830 000		506	759	565	-	-
Brésil	P/L.1541	Services intégrés en faveur de l'enfance et de la jeunesse (zone de peuplement de la route transamazonique)	1972-1974	500 000		218,4	281,6	-	-	-
Chili	P/L.1564	HMI et planification de la famille	1972-1976	2 230 400 ^{j/}		117	512	510,4	519,6	571,4
"	"	Services de santé	1972-1976		456 000	-	152	114	114	76
Colombie	P/L.1520	Services en faveur de l'enfance	1972-1974	1 500 000		404	727	369	-	-
Costa Rica	P/L.1531	Enseignement	1972-1975	200 000		91	9	50	50	-
Cuba	P/L.1567	Services de santé ^{k/}	1972-1974	298 000	132 000	298	89	43	-	-
El Salvador	P/L.1511	Services intégrés en faveur de l'enfance	1972-1975	300 000		85,5	14,5	100	100	-
Honduras britannique	P/L.1508	Services en faveur des enfants d'âge préscolaire	1972-1976	82 000		16,3	5,7	20	20	20
Panama	P/L.1512	Services intégrés en faveur de l'enfance	1972-1975	300 000		83	17	100	100	-
Paraguay	P/L.1536	Services intégrés en faveur de l'enfance	1972-1974	365 000		190,6	174,4	-	-	-
Pérou	P/L.1517	Services de santé	1972-1973	138 000		138	-	-	-	-
République Dominicaine	P/L.1518	Enseignement	1973-1976	309 000		-	81	60	107	61
Surinam	P/L.1516	Services de santé : approvision- nement en eau des villages	1972-1977	238 000		38	33	33	49	85
Sous-régional	P/L.1527	Enseignement-Amérique centrale et Panama	1973-1975	200 000		22	58	60	60	-
Sous-régional	P/L.1510	Formation nutritionnelle-Antilles et Guyane	1972-1976	200 000		38	51	24	63	24

j/ Y compris 2 113 400 dollars qui seront financés par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (511 950 dollars en 1973, 510 400 dollars en 1974, 519 650 dollars en 1975 et 571 400 dollars en 1976). Voir note du Directeur général, services intégrés au Chili (E/ICEF/P/L.1553).

k/ Il a été recommandé au Conseil d'administration de prendre ce projet "en note", la durée prévue est de trois ans et le coût total pour le FISE de 430 000 dollars (E/ICEF/P/NP/L.19) : au cours de la session du Conseil d'administration, le Gouvernement finlandais a annoncé le versement d'une contribution spéciale de 298 000 dollars pour couvrir les besoins du projet pendant la première année.

ANNEXE I (suite)

Région/Pays	Cote E/ICEF/	Projet	Pour la période	Approuvé		Futures demandes probables en crédits ou en matériel					
				Engagement	Prise en note	1972	1973	1974	1975	1976	
											Montant
						(En milliers de dollars des Etats-Unis)					
AMERIQUES (suite)											
Régional	P/L.1519	Services de santé	1972-1973	820 000		820	-	-	-	-	
Régional	P/L.1521	Cours de formation pour les enseignants appelés à s'occuper d'enfants éprouvant des difficultés spéciales	1972-1973	20 000		18	2	-	-	-	
TOTAL POUR LES AMERIQUES											
Engagement				9 530 400		3 083,8	2 725,2	1 891,4	1 068,6	761,4	
Prise en note					588 000	-	241	157	114	76	
PROJETS INTERREGIONAUX											
	P/L.1525	Planification en faveur de l'enfance et des jeunes (formation de planificateurs, IDEP, Dakar)	1972-1974	117 000		29,5	58	29,5	-	-	
	P/L.1534	Cadres administratifs des services d'HMI 1/	1973-1975	114 000		-	39,5	37,3	37,2	-	
	P/L.1533	Formation en pédiatrie ^{m/}	1973-1977	345 000		-	75	66	67	68 ^{n/}	
	P/L.1543	Institut asiatique pour le développement et la planifi- cation économiques	1972-1973	128 400		60,2	68,2	-	-	-	
	P/L.1559	Cours de formation à l'intention d'animateurs de groupes de jeunes pour les programmes nationaux de service volontaire	1972	20 000		20	-	-	-	-	
	P/L.1560 (par. 9-10)	Prix décerné par le Fonds à la mémoire de Maurice Pate (Institut national de santé de l'enfance)	1972	12 000		12	-	-	-	-	
	P/L.1561	Planification par pays et prépa- ration des projets	1973	860 000		-	860	-	-	-	
	P/L.1560 (par. 8)	Fonds de réserve pour les secours d'urgence	1972	1 000 000		1 000	-	-	-	-	
TOTAL POUR LES PROJETS INTERREGIONAUX				2 596 400		1 121,7	1 100,7	132,8	104,2	68 ^{n/}	

1/ Formation en Pologne. [voir note d'information du Directeur général, hôpital commémoratif (pédiatrie) en Pologne (E/ICEF/P/L.1557)]

m/ Formation au Royaume-Uni, en Afrique orientale et en Inde.

n/ Les 69 000 dollars restant sur l'engagement seront demandés en 1977.

ANNEXE I (suite)

<u>Région/Pays</u>	<u>Cote E/ICEF/</u>	<u>Projet</u>	<u>Pour la période</u>	<u>Approuvé</u>		<u>Futures demandes probables en crédits ou en matériel</u>				
				<u>Engagement</u>	<u>Prise en note</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>
				(En dollars des Etats-Unis)		(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
<u>Total partiel (aide aux programmes)</u>										
		Engagement		46 204 800		20 630,1	13 696,7	7 046,5	3 550,1	1 062,4 ^{o/}
		Prise en note			5 229 000	1 096,7	1 658,7	1 407,8	989,8	76
Services d'appui aux programmes										
		Engagement		10 493 900		421,3	10 072,6			
TOTAL DE L'ASSISTANCE										
		Engagement		56 698 700		21 051,4	23 769,3	7 046,5	3 550,1	1 062,4
Dépenses d'administration										
		Engagement		6 199 800		167,5	6 032,3			
TOTAL GENERAL										
		Engagement		62 898 500		21 218,9	29 801,6	7 046,5	3 550,1	1 062,4 ^{o/}
		Prise en note			5 229 000	1 096,7	1 658,7	1 407,8	989,8	76

^{o/} Les 219 000 dollars restant sur l'engagement seront demandés en 1977.

ANNEXE II

Contributions de gouvernements pour 1970 et 1971
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

Les chiffres de la colonne 1 se rapportent aux contributions à la masse commune des ressources, ceux de la colonne 2 se rapportent aux contributions à des fins spéciales. La colonne 3 se rapporte aux contributions en espèces versées par les gouvernements de pays bénéficiaires au titre des dépenses locales des services extérieurs du FISE.

Gouvernements	1971				1970			
	Masse commune des ressources	Fins spéciales	Dépenses locales	Total	Masse commune des ressources	Fins sp. ciales	Dépenses locales	Total
	(1)	(2)	(3)		(1)	(2)	(3)	
Afghanistan	20,0	-	-	20,0	20,0	-	-	20,0
Afrique du Sud	50,0	-	-	50,0	50,0	-	-	50,0
Algérie	49,6	-	37,7	87,3	40,0	-	27,0	67,0
Antigua	-	-	-	-	0,1	-	-	0,1
Arabie Saoudite	20,0	-	4,2	24,2	20,0	-	10,0	30,0
Argentine	52,9	-	-	52,9	50,0	-	-	50,0
Australie	627,0	-	-	627,0	616,0	-	-	616,0
Autriche	119,1	-	-	119,1	116,5	35,0	-	151,5
Bahamas	2,9	-	-	2,9	2,4	-	-	2,4
Bahreïn	5,0	-	-	5,0	-	-	-	-
Barbade	1,8	-	0,2	2,0	1,8	-	0,2	2,0
Belgique	347,1	-	-	347,1	280,0	60,0	-	340,0
Birmanie	64,7	-	40,6	105,3	62,9	-	48,3	111,2
Bolivie	8,1	-	-	8,1	8,1	-	-	8,1
Botswana	2,0	-	-	2,0	2,1	-	-	2,1
Brésil	75,0	-	67,9	142,9	42,4	-	55,8	98,2
Brunéi	4,9	-	-	4,9	4,9	-	-	4,9
Bulgarie	42,7	-	-	42,7	8,5	-	-	8,5
Burundi	5,0	-	-	5,0	-	-	-	-
Cameroun	25,2	-	-	25,2	25,2	-	-	25,2
Canada	1 485,1	113,9	-	1 599,0	1 170,4	259,7*	-	1 430,1*
Ceylan	20,2	-	6,0	26,2	20,3	-	1,5	21,8
Chili	120,0	-	4,6	124,6	120,0	-	5,2	125,2
Chine ^{c/}	10,2	-	-	10,2	65,1	-	-	65,1
Chypre	3,5	-	-	3,5	3,5	-	-	3,5
Colombie	284,7	-	17,8	302,5	188,9	-	19,1	208,0
Congo	14,4	-	-	14,4	14,4	-	-	14,4
Costa Rica	30,0	-	-	30,0	60,0	-	-	60,0
Côte d'Ivoire	9,0	-	28,8	37,8	9,0	-	28,8	37,8
Cuba	70,6	-	-	70,6	55,7	-	-	55,7
Dahomey	7,2	-	-	7,2	1,8	-	-	1,8
Danemark	874,7	874,1	-	1 748,8	600,0	478,9	-	1 078,9
Dominique	1,0	-	-	1,0	0,2	-	-	0,2
Egypte	-	-	9,7	9,7	115,0	-	4,9	119,9
Emirats arabes unis	75,0	-	-	75,0	-	-	-	-
Espagne	100,0	-	-	100,0	100,0	-	-	100,0

Contributions de gouvernements pour 1970 et 1971 (suite)
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

Gouvernements	1971				1970			
	Masse commune des ressources	Fins spéciales	Dépenses locales	Total	Masse commune des ressources	Fins spéciales	Dépenses locales	Total
	(1)	(2)	(3)		(1)	(2)	(3)	
Etats-Unis d'Amérique**	13 000,0	607,4	-	13 607,4	13 000,0	4 555,4*	-	17 555,4*
Equateur	18,0	-	-	18,0	21,4	-	-	21,4
Ethiopie	27,2	-	25,9	53,1	18,1	-	14,6	32,7
Fidji	2,0	-	-	2,0	2,0	-	-	2,0
Finlande**	399,4	-	-	399,4	300,0	23,9	-	323,9
France	1 509,2	271,7	-	1 780,9	1 400,9	216,2	-	1 617,1
Gabon	26,9	-	-	26,9	16,8	-	-	16,8
Gambie	3,2	-	1,3	4,5	1,9	-	0,5	2,4
Ghana	21,0	-	-	21,0	21,0	-	-	21,0
Grèce	69,0	-	-	69,0	69,0	-	-	69,0
Grenade	0,8	-	-	0,8	0,7	-	-	0,7
Guatemala	15,0	-	-	15,0	15,0	-	-	15,0
Guinée	40,8	-	-	40,8	24,5	-	-	24,5
Guyane	6,0	-	-	6,0	6,0	-	-	6,0
Haute Volta	10,0	-	-	10,0	9,0	-	-	9,0
Honduras	30,0	-	-	30,0	-	-	-	-
Honduras britannique	0,6	-	-	0,6	-	-	-	-
Hong-kong	10,3	-	2,6	12,9	1,4	-	1,7	3,1
Hongrie	6,7	-	-	6,7	6,7	-	-	6,7
Iles Vierges britanniques	-	-	-	-	0,1	-	-	0,1
Inde	1 000,0	-	160,0	1 160,0	800,0	50,0	160,0	1 010,0
Indonésie	50,0	-	152,2	202,2	50,0	-	-	50,0
Irak	84,2	-	-	84,2	84,0	-	-	84,0
Iran	300,0	-	36,9	336,9	300,0	-	22,1	322,1
Irlande	75,0	72,8	-	147,8	50,2	24,0	-	74,2
Islande	11,7	-	-	11,7	11,7	-	-	11,7
Israël	42,5	-	-	42,5	42,5	-	-	42,5
Italie	480,8	-	-	480,8	478,5	100,0	-	578,5
Jamaïque	12,2	-	-	12,2	11,8	-	-	11,8
Japon	786,0	-	-	786,0	686,0	-	-	686,0
Jordanie	5,6	-	2,8	8,4	5,6	-	2,8	8,4
Kenya	8,4	-	-	8,4	8,4	-	-	8,4
Koweït	40,0	-	-	40,0	10,0	-	-	10,0
Laos	3,0	-	-	3,0	3,5	-	-	3,5
Lesotho	2,8	-	-	2,8	-	-	-	-
Liban	13,8	-	4,6	18,4	13,8	-	4,6	18,4
Libéria	20,0	-	-	20,0	20,0	-	-	20,0
Liechtenstein	2,0	-	-	2,0	1,5	-	-	1,5
Luxembourg	14,0	-	-	14,0	15,0	2,0	-	17,0
Madagascar	18,0	-	-	18,0	-	-	-	-
Malaisie	65,5	-	12,1	77,6	63,9	-	12,9	76,8

Contributions de gouvernements pour 1970 et 1971 (suite)
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

Gouvernements	1971				1970			
	Masse	Fins	Dépenses	Total	Masse	Fins	Dépenses	Total
	commune des ressources	spéciales	locales		commune des ressources	spéciales	locales	
	(1)	(2)	(3)		(1)	(2)	(3)	
Malawi	1,2	-	-	1,2	1,2	-	1,2	2,4
Maldives	0,9	-	-	0,9	0,9	-	-	0,9
Mali	21,6	-	-	21,6	-	-	-	-
Maroc	50,1	-	32,0	82,1	50,4	-	27,2	77,6
Maurice	4,0	-	-	4,0	4,0	-	-	4,0
Mauritanie	4,7	-	6,1	10,8	5,4	-	2,7	8,1
Mexique	-	-	62,4	62,4	100,0	-	64,9	164,9
Monaco	1,8	-	-	1,8	1,8	-	-	1,8
Mongolie	2,5	-	-	2,5	2,3	-	-	2,3
Montserrat	0,2	-	-	0,2	0,1	-	-	0,1
Népal	2,5	-	-	2,5	1,3	-	-	1,3
Niger	10,8	-	-	10,8	10,8	-	-	10,8
Nigéria	70,0	-	-	70,0	42,0	-	-	42,0
Norvège**	1 446,0	49,0	-	1 495,0	854,0	767,0	-	1 621,0
Nouvelle-Zélande	149,6	-	-	149,6	145,6	-	-	145,6
Oman	20,0	-	-	20,0	-	-	-	-
Ouganda	40,9	-	26,8	67,7	40,9	-	13,7	54,6
Pakistan	155,4	-	61,6	217,0	156,9	-	82,2	239,1
Panama	20,0	-	-	20,0	-	-	-	-
Paraguay	20,0	-	-	20,0	-	-	-	-
Pays-Bas	277,8	108,4	-	386,2	250,0	205,6	-	455,6
Pérou	100,0	-	-	100,0	100,0	-	-	100,0
Philippines	204,8	-	34,1	238,9	158,7	1,0	35,1	194,8
Pologne	220,0	-	-	220,0	220,0	-	-	220,0
Qatar	200,0	-	-	200,0	-	-	-	-
République arabe libyenne	17,6	-	4,2	21,8	30,2	-	7,3	37,5
République arabe syrienne	11,6	-	4,7	16,3	11,6	-	4,7	16,3
République centrafricaine	10,8	-	-	10,8	10,8	-	-	10,8
République de Corée	28,0	-	28,0	56,0	26,0	-	30,8	56,8
République du Viet-Nam	26,0	-	-	26,0	75,0	-	1,5	76,5
République fédérale d'Allemagne	2 081,7	2 052,7	-	4 134,4	1 912,6	745,5	-	2 658,1
République khmère	10,0	-	-	10,0	9,4	-	-	9,4
République socialiste soviétique de Biélorussie	62,5	-	-	62,5	62,5	-	-	62,5
République socialiste soviétique d'Ukraine	125,0	-	-	125,0	125,0	-	-	125,0
République démocratique populaire du Yémen	0,8	-	-	0,8	0,6	-	-	0,6
République-Unie de Tanzanie	14,2	-	16,8	31,0	14,2	-	8,4	22,6
Roumanie	25,0	-	-	25,0	25,0	-	-	25,0
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	1 455,0	240,0	-	1 695,0	1 439,9	599,9	-	2 039,8

Contributions de gouvernements pour 1970 et 1971 (suite)
(Equivalent en milliers de dollars des Etats-Unis)

Gouvernements	1971				1970			
	Masse commune des ressources	Fins spéciales	Dépenses locales	Total	Masse commune des ressources	Fins spéciales	Dépenses locales	Total
	(1)	(2)	(3)		(1)	(2)	(3)	
Rwanda	2,0	-	-	2,0	2,0	-	-	2,0
Saint-Marin	1,6	-	-	1,6	-	-	-	-
Saint-Christophe-et- Nièves et Anguilla	0,8	-	-	0,8	0,7	-	-	0,7
Saint-Siège	1,0	-	-	1,0	1,0	-	-	1,0
Saint-Vincent	0,8	-	-	0,8	0,7	-	-	0,7
Sainte-Lucie	3,0	-	-	3,0	1,0	-	-	1,0
Samoa-Occidental	1,4	-	-	1,4	-	-	-	-
Sénégal	18,0	-	10,2	28,2	-	-	-	-
Sierra Leone	19,2	-	-	19,2	19,2	-	-	19,2
Singapour	8,4	-	1,6	10,0	8,2	-	1,1	9,3
Somalie	10,0	-	-	10,0	-	-	-	-
Souaziland	1,9	-	-	1,9	2,8	-	-	2,8
Soudan	25,2	-	-	25,2	-	-	-	-
Suède	5 814,0	193,8	-	6 007,8	3 876,0	294,5	-	4 170,5
Suisse**	1 036,5	134,5	-	1 171,0	925,9	302,1*	-	1 228,0*
Tchad	5,4	-	-	5,4	-	-	-	-
Tchécoslovaquie	104,2	-	-	104,2	104,2	-	-	104,2
Thaïlande	177,2	-	65,9	243,1	203,7	-	50,1	253,8
Togo	10,8	-	-	10,8	10,8	-	-	10,8
Tonga	1,0	-	-	1,0	1,0	-	-	1,0
Trinité-et-Tobago	10,0	-	-	10,0	10,0	-	-	10,0
Tunisie	27,0	-	12,9	39,9	26,8	-	11,0	37,8
Turquie	133,3	-	22,8	156,1	133,3	-	35,1	168,4
Union des Républiques socialistes soviétiques	675,0	-	-	675,0	675,0	-	-	675,0
Yougoslavie	220,0	-	-	220,0	220,0	-	-	220,0
Zaïre	23,6	-	-	23,6	23,7	-	-	23,7
Zambie	17,3	-	25,2	42,5	16,8	-	25,2	42,0
	38 101,8	4 718,3	1 031,2	43 851,3				
Déduction pour ajustement des dépenses de l'exercice précédent	(10,0)	(50,0)	-	(60,0)				
TOTAL	38 091,8	4 668,3	1 031,2^{a/}	43 791,3^{b/}	33 598,0	8 720,7*	822,2^{a/}	43 140,9^{b/}*

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau précédent)

* Y compris les contributions suivantes au titre des fonds d'affectation spéciale :

Canada	186,2 dollars
Etats-Unis d'Amérique	4 310,0 dollars
Suisse	47,5 dollars.

** En 1971, les contributions supplémentaires suivantes ont été versées au titre des fonds d'affectation spéciale :

Etats-Unis d'Amérique	220 496 dollars
Finlande	240 269 dollars
Norvège	100 000 dollars
Suisse	50 245 dollars.

a/ Les contributions reçues au titre des dépenses locales sont venues en déduction des dépenses budgétaires des services extérieurs conformément à l'exercice financier des gouvernements contributeurs.

b/ Pour déterminer le montant des fonds disponibles pour couvrir les dépenses au titre des programmes du FISE, il faut déduire de ce chiffre les contributions destinées aux dépenses locales, soit 822,2 dollars pour 1970 et 1 031,2 dollars pour 1971.

c/ Versements effectués avant le 25 octobre 1971.

ANNEKE III

Contributions au FISE de sources non gouvernementales, y compris les recettes
provenant des ventes de l'Opération cartes de vœux en 1970 et 1971

(Les montants indiqués représentent l'équivalent en dollars des Etats-Unis)

Pays	1971				1970			
	Masse commune des ressources	Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) ^{a/}	Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1970/1971 Montants nets virés	Total	Masse commune des ressources	Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) ^{a/}	Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1969/1970 Montants nets virés	Total
Afghanistan			776	776			1 520	1 520
Afrique du Sud			9 320	9 320			-	-
Algérie	20		10 106	10 126			6 807	6 807
Arabie Saoudite			232	232	214		63	277
Argentine	83		161 182	161 265			143 381	143 381
Australie	5 767	852 911	95 895	954 573	424	655 746	112 843	769 013
Autriche	5 937		55 747	61 684	7 149	1 648	44 158	52 955
Bahamas		10		10	-	-	-	-
Barbade			119	119	-	-	-	-
Belgique	18 115	210 790	155 374	384 279	46 732	243 679	139 647	430 058
Bermudes			3 472	3 472			4 260	4 260
Birmanie			10 124	10 124			10 109	10 109
Bolivie			3 949	3 949			5 507	5 507
Botswana			618	618			529	529
Brésil			199 243	199 243			163 644	163 644
Bulgarie			-	-			185	185
Burundi			190	190			470	470
Cameroun			452	452			702	702
Canada	550 000	406 153	605 094	1 561 247	962 512	123 170	666 801	1 752 483
Ceylan	12	-	9 489	9 501				
Chili			169 531	169 531			163 142	163 142
Chine			522	522			481	481
Chypre			802	802		1 016	978	1 994
Colombie			18 781	18 781			19 328	19 328
Congo			619	619			819	819
Costa Rica			4 015	4 015			541	541
Côte d'Ivoire			2 990	2 990			3 092	3 092
Cuba			2 168	2 168			3 741	3 741
Dahomey			125	125			128	128
Danemark	3 794	1 795	110 512	116 101	5 380	3 143	118 690	127 213
Egypte			10 843	10 843			13 108	13 108
El Salvador			6 612	6 612			2 972	2 972
Espagne	26 181	85	61 556	87 822	21 810	27 788	61 287	110 885
Etats-Unis d'Amérique	4 942 913	529 644	3 753 788	9 226 345	4 551 149	47 015	3 367 603	7 965 767
Equateur			3 000	3 000			3 042	3 042
Ethiopie			2 180	2 180			2 274	2 274

ANNEXE III (suite)

Pays	1971				1970			
	Masse commune des ressources	Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) ^{a/}	Recettes de l'Opération cartes de voeux Campagne 1970/1971		Masse commune des ressources	Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) ^{a/}	Recettes de l'Opération cartes de voeux Campagne 1969/1970	
			Montants nets virés	Total			Montants nets virés	Total
Fidji			698	698	-	-	-	-
Finlande	5 848	28 157	38 872	72 877	364	5 977	10 845	17 186
France	300 993	166 964	721 079	1 189 036	265 781	379 757	707 263	1 352 801
Gabon			831	831			108	108
Gambie			237	237			487	487
Ghana			2 193	2 193			405	405
Gibraltar			723	723			595	595
Grèce			15 801	15 801	43		15 327	15 370
Guatemala			5 389	5 389			7 067	7 067
Guinée			4 474	4 474			4 356	4 356
Guyane			3 162	3 162			3 329	3 329
Haïti			235	235			133	133
Haute-Volta	-	-	-	-			335	335
Honduras			2 195	2 195			646	646
Honduras britannique	31			31			51	51
Hong-kong			2 194	2 194			2 265	2 265
Iles Carolines orientales	-	-	-	-			219	219
Inde	225	523	89 093	89 841	1 146		76 194	77 340
Indonésie	27		7 160	7 187	67		6 028	6 095
Irak	-	-	-	-			4 407	4 407
Iran			10 604	10 604	28 786		8 427	37 213
Irlande	56 326	4 950	10 798	72 074	71 220	10 965	14 281	96 466
Islande			2 877	2 877			1 029	1 029
Israël		1 226	16	1 242		529	1 634	2 163
Italie	45 876	7 383	80 220	133 479	46 540		49 423	95 963
Jamaïque			2 484	2 484		3 400	2 350	5 750
Japon	110 556	61	10 805	121 502	177 167	2 788	10 077	190 032
Jordanie			143	143			-	-
Kenya			1 204	1 204			(708)	(708)
Koweït			985	985			530	530
Laos			582	582			350	350
Liban			8 725	8 725	204		8 460	8 664
Libéria	5		410	415			266	266
Luxembourg		2 010	14 104	16 114	521	1 619	10 179	12 319
Madagascar			145	145			538	538
Malaisie			1 782	1 782			1 946	1 946
Malawi			801	801			714	714
Mali			472	472			684	684
Malte			937	937	19		737	756
Maroc			4 155	4 155			721	721

ANNEXE III (suite)

Pays	1971				1970			
	Masse commune des ressources	Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) ^{a/}	Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1970/1971	Total	Masse commune des ressources	Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) ^{a/}	Recettes de l'Opération cartes de vœux Campagne 1969/1970	Total
			Montants nets virés				Montants nets virés	
Maurice			117	117			47	47
Mauritanie			1 590	1 590	-	-	-	-
Mexique	44		24 878	24 922	21	160	26 801	26 982
Monaco	615		2 185	2 800			2 035	2 035
Népal			464	464	395		741	1 136
Nicaragua		200	516	716			733	733
Nigéria	12		12 210	12 222			7 640	7 640
Norvège	17 518	876	126 799	145 193	22 856	73 391	127 188	223 435
Nouvelle-Calédonie			364	354	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	2	163 979	31 663	195 644		93 608	31 860	125 468
Oman	-	-	26	26	-	-	-	-
Ouganda	8		3 297	3 305	7		2 096	2 103
Pakistan		7	17 889	17 896	10		22 036	22 046
Panama			4 208	4 208			4 887	4 887
Paraguay			3 323	3 323			2 970	2 970
Pays-Bas	33 533	305 775	254 583	593 891	95 345	797 928	230 208	1 123 481
Pérou			33 145	33 145		462	31 909	32 371
Philippines			12 390	12 390	64		16 036	16 100
Pologne			7 813	7 813			7 032	7 032
Portugal			2 212	2 212			1 748	1 748
République arabe libyenne			4 188	4 188	420		5 406	5 826
République arabe syrienne	-	-	308	308	-	-	-	-
République centrafricaine	-	-	503	503	8		7 013	7 021
République de Corée			538	538			620	620
République démocratique populaire du Yémen			139	139		-	-	-
République Dominicaine			435	435			195	195
République khmère			382	382			675	675
République du Viet-Nam	606		6 361	6 967	222		3 712	3 934
République fédérale d'Allemagne*	1 140 685	30 120	934 284	2 105 089	700 493	40 983	705 506	1 446 982
République-Unie de Tanzanie			2 936	2 936			2 371	2 371
Roumanie	113		2 500	2 613	-		-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	15 285	223 069	206 429	444 783	5 324	103 343	225 188	333 855
Rwanda			152	152			271	271

ANNEXE III (suite)

Pays	1971				1970			
	Masse commune des ressources	Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) ^{a/}	Recettes de l'Opération cartes de voeux Campagne 1970/1971	Total	Masse commune des ressources	Fins spéciales (y compris les situations d'urgence) ^{a/}	Recettes de l'Opération cartes de voeux Campagne 1969/1970	Total
			Montants nets virés				Montants nets virés	
Sainte-Lucie			531	531			346	346
Samoa-Occidental			145	145	-	-	-	-
Sénégal			11 238	11 238	4 458		8 587	13 045
Sierra Leone			1 151	1 151			444	444
Singapour			3 163	3 163			3 062	3 062
Somalie			494	494			623	623
Soudan			636	636			540	540
Suède	7 971	41	126 386	134 398	12 985		129 408	142 393
Suisse	118 648	162 135	207 207	487 990	1 028	3 455	173 264	177 747
Tchécoslovaquie			38	38			28	28
Thaïlande	1 052	58	10 407	12 317	95		20 883	20 978
Togo			61	61			61	61
Tonga			82	82	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	4		-	4			2 465	2 465
Tunisie			2 262	2 262			2 623	2 623
Turquie			5 703	5 703			9 597	9 597
Union des Républiques socialistes soviétiques			62 500	62 500			39 572	39 572
Uruguay	10		15 214	15 224			10 202	10 202
Yémen	-	-	216	216	-	-	-	-
Yougoslavie	-	-	14 042	14 042	-	-	18 208	18 208
Zaïre							11 691	11 691
Zambie			3 054	3 054			2 941	2 941
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	10 735	386		11 121	5 244	1 948		7 192
TOTAL	7 420 350 ^{b/}	3 099 308 ^{b/}	8 679 448 ^{c/}	19 199 106	7 036 203 ^{b/}	2 623 518 ^{b/}	7 915 019 ^{c/}	17 574 740

* En 1971, il y avait en outre des fonds d'affectation spéciale s'élevant à 928 043 dollars des Etats-Unis.

a/ On trouvera de plus amples détails à l'annexe III du document E/ICEF/608 pour 1970 et à l'annexe III au rapport du Directeur général sur l'état des travaux (E/ICEF/616) pour 1971.

b/ Les contributions de sources non gouvernementales, en dehors des recettes provenant des ventes de l'Opération cartes de vœux et opérations connexes, se sont élevées à 9 659 721 dollars des Etats-Unis en 1970 et à 10 519 658 dollars des Etats-Unis en 1971. Des sommes d'un montant de 80 527 dollars et 159 510 dollars ont été virées en 1970 et 1971 respectivement au Fonds de roulement pour l'information en vue de couvrir les dépenses relatives aux campagnes télévisées pour la collecte de fonds. En conséquence, le montant net des recettes provenant de sources non gouvernementales s'est élevé à :

9 579 194 dollars des Etats-Unis en 1970
10 360 148 dollars des Etats-Unis en 1971.

c/ Pour déterminer le montant des fonds disponibles pour le programme du FISE, il faut déduire les dépenses encourues par l'Opération cartes de vœux pour la production de cartes et de brochures publicitaires, ainsi que les frais de transport et dépenses connexes, d'un montant total de 3 606 278 dollars des Etats-Unis pour la campagne 1969/1970, et de 3 986 234 dollars des Etats-Unis pour la campagne 1970/1971. En conséquence, le montant net des recettes provenant des ventes de l'Opération cartes de vœux s'est élevé à :

4 308 741 dollars des Etats-Unis pour la campagne 1969/1970
4 693 214 dollars des Etats-Unis pour la campagne 1970/1971.